



# REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

## LE DEVELOPPEMENT DES COMBATS OUVRIERS NECESSITE UNE RIPOSTE TOUJOURS PLUS MASSIVE ET UNIE

■ Il se confirme aujourd'hui, à l'échelle internationale -et particulièrement en Europe-, de plus en plus largement, avec de plus en plus de force et d'acuité, que toutes les luttes ouvrières posent de plus en plus concrètement et clairement, de façon centrale, la nécessité d'unifier les foyers de lutte. Aujourd'hui se traduit dans la réalité la véritable dimension, la véritable signification de la vague de luttes ouvrières qui se développe depuis l'automne 1983, notamment en Europe, au coeur du capital.

Ce gigantesque bras-de-fer qui s'est engagé entre bourgeoisie et prolétariat face à l'accélération brutale de la crise dont la classe ouvrière fait partout les frais, subissant des attaques frontales, massives, généralisées, pousse les ouvriers à riposter à un niveau où ils sont désormais capables d'affirmer :

- . une colère, une combativité, une détermination générales ;
- . une méfiance profonde de plus en plus poussée et des signes de plus en plus nets et ouverts d'un rejet à l'égard des principaux organes bourgeois de leur encadrement que sont les partis de gauche et surtout les syndicats ;
- . une assurance de plus en plus grande pour prendre eux-mêmes leurs luttes en main à travers des assemblées générales, en nommant et en contrôlant leurs délégués ;
- . une volonté croissante d'opposer un front massif à l'Etat bourgeois, d'étendre et d'unifier leurs combats, de développer une solidarité active au-delà des barrières corporatistes, sectorielles, régionales, entretenues par la bourgeoisie.

Alors qu'en Europe, les foyers de lutte se propagent, touchent pratiquement simultanément tous les secteurs, privé comme public, les ouvriers réduits au chômage comme les ouvriers en activité, l'effervescence sociale tend à devenir chronique. En Espagne, la vague de luttes qui dure depuis près de quatre mois est marquée par des tentatives concrètes allant dans le sens de l'unification des luttes. En Italie, la réaction de la classe ouvrière depuis le début de l'année qui se hisse à son tour au niveau de mouvements massifs, vient rompre une relative "accalmie sociale" qui prévalait depuis plusieurs années dans le pays. En Grande-Bretagne, les ouvriers, en développant et en cherchant à étendre de nouvelles luttes importantes démontrent qu'ils ont pu digérer et assimiler les leçons de la défaite des mineurs en 1984.

Les échecs eux-mêmes que subit inévitablement la classe ouvrière dans tel ou tel secteur sont de moins en moins des obstacles à la reprise ou même à la poursuite de la lutte : quand la lutte cesse à un endroit, elle se rallume ailleurs et même quand les ouvriers reprennent le travail, ils sont capables de repartir en lutte quelque temps après. En même temps, les ouvriers font la démonstration qu'il existe pour eux d'autres moyens de lutte que la grève (les meetings, les manifestations...) et qu'il existe d'autres lieux que l'usine ou l'entreprise pour se rassembler et se regrouper. En gagnant la rue, ils prennent de plus en plus conscience de leur capaci-

té à rompre l'isolement de leur lutte, à se retrouver le plus nombreux possible, à affirmer leur force, à appeler et à pousser d'autres ouvriers, d'autres secteurs, à se joindre à la lutte.

C'est parce que le besoin de s'unir, de lutter ensemble tend à s'exprimer de plus en plus concrètement dans la situation, qu'il constitue la question centrale et cruciale posée par la mobilisation ouvrière générale actuelle, que la bourgeoisie déploie partout, pour s'y opposer, les mêmes armes et les mieux adaptées à ce contexte.

D'une part, la bourgeoisie cherche à focaliser par tous les moyens l'attention générale sur son propre terrain, en mobilisant ses médias pour détourner la mobilisation ouvrière sur d'autres objectifs. D'autre part, elle s'emploie activement à maintenir les luttes isolées et à diviser les ouvriers.

Ainsi, à l'échelle internationale et de façon concertée, la bourgeoisie anime une série de campagnes qui, du pacifisme à l'anti-terrorisme (cf. l'attentat de Barcelone, en pleine vague de luttes ouvrières), de la sur-enchère américaine dans l'affaire du mur de Berlin jusqu'au sommet de Venise consacré principalement à resserrer les rangs face à la folie des ayatollahs en passant par les euro-missiles et la question du "désarmement" et par la multiplication des consultations électorales que l'on retrouve organisées en Espagne, en Grande-Bretagne, en Italie, c'est-à-dire partout où la pression ouvrière est la plus forte, n'ont qu'un seul objectif. Il s'agit de tenter de ramener les préoccupations sur le terrain bourgeois et de chercher à détourner les ouvriers des problèmes réels en appelant chacun à "assurer la défense de la démocratie".

Ainsi, de façon plus directe, partout où se mènent des luttes ouvrières, la bourgeoisie est contrainte de recourir de plus en plus largement aux manoeuvres du syndicalisme de base, d'un côté pour faire face au discrédit général de plus en plus marquée chez les ouvriers envers les syndicats et la tendance à leur débordement dans les luttes, de l'autre côté pour faire face au danger de plus en plus manifeste de prise en main de l'unification des luttes par les ouvriers eux-mêmes.

La bourgeoisie démontre à ce niveau, internationalement, sa capacité de flatter et de reprendre à son compte le besoin et la volonté d'auto-organisation présents dans la classe et se saisit des moyens que tentent de se donner les ouvriers dans les assemblées générales, les comités de base ou de lutte, les coordinations, pour mieux les enfermer, les isoler dans le piège du corporatisme et les empêcher de poser la question de l'unification de leurs luttes.

C'est aux mêmes questions, aux mêmes problèmes à résoudre, qu'en Espagne, en Italie, en Grande-Bretagne ou en Belgique, qui se posent partout, et avec le plus de force au niveau de toute l'Europe occidentale, qu'est confrontée la classe ouvrière en France. Elle doit faire face aux mêmes attaques, d'autant plus violentes que le capital français ne peut plus masquer désormais ses graves difficultés, et que les mesures anti-ouvrières vont s'intensifier à la faveur de la période des congés d'été.

La méfiance profonde qui existe au sein de la classe ouvrière vis-à-vis de la gauche et des syndicats s'est largement démontrée tout au long de ces dernières années. La lutte des cheminots a démontré la volonté générale de prise en main.

Contre cela, la bourgeoisie utilise non seulement le même type de campagnes de dévoiement pour battre le rappel autour du "sauvetage de la démocratie" (anti-terrorisme tous azimuts, procès Barbie interminable, épouvantail Le Pen, fausses querelles pour lancer prématurément la campagne électorale) et recourt à un même partage du travail entre syndicats et syndicalisme de base pour essayer d'encadrer les réactions ouvrières, mais en plus, elle développe, gouvernement, gauche et syndicats main dans la main, une offensive d'envergure aujourd'hui pour chercher à désamorcer toute riposte ouvrière, pour obscurcir aux yeux de toute la classe ouvrière les leçons de la défaite à la SNCF, dans la perspective de nouvelles attaques frontales contre le prolétariat.

Car là réside la NECESSITE VITALE pour la poursuite et le développement du combat de classe : les ouvriers en France devront nécessairement repartir de l'avant avec l'accentuation des attaques qui vont tomber cet été et dans les mois qui suivent. Et pour éviter que ces combats ne subissent le même échec que la défaite des cheminots, ils doivent continuer à tirer les leçons de celle-ci et en particulier, celle de la nécessité vitale d'élargir immédiatement la lutte aux autres secteurs (cf. article p. 3). Ce sont ces combats qui se préparent d'ores et déjà avec la réflexion qui mûrit aujourd'hui dans toute la classe ouvrière.

Les attaques violentes, toutes les leçons positives et négatives apportées par la lutte des cheminots que les ouvriers ont déjà commencé à tirer, sont là pour confirmer la capacité de la classe ouvrière en France comme dans tous les pays de se lancer dans de nouveaux combats massifs et unis afin de s'opposer efficacement à l'Etat bourgeois. Et pour cela, ils seront de plus en plus amenés à surmonter les entraves au développement et à l'unification de leurs luttes, les manoeuvres systématiques de sabotage des syndicats et surtout des syndicalistes de base.

Y.D.

### SOMMAIRE

FRANCE :	
. Attaques anti-ouvrières.....	p. 2
. Fête de L.O.....	p. 2
. Amendement Lamassoure.....	p. 3
. Assises unitaires de la SNCF.....	p. 3
LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE	
. Espagne.....	p. 4
. Italie, Grande-Bretagne.....	p. 5
MOUVEMENT OUVRIER	
. Leçons de Juillet 17 en Russie.....	p. 6
CONFLITS IMPERIALISTES.....	p. 7
COURRIER DES LECTEURS.....	p. 8

# LE GOUVERNEMENT ATTAQUE . . .

■ L'été 1987 sera dur, d'une violence sans précédent quant aux attaques que le gouvernement va lancer -et qu'il a déjà commencé à lancer- contre la classe ouvrière. L'année passée, la bourgeoisie française avait déjà engagé une offensive anti-ouvrière sans précédent depuis la deuxième guerre mondiale ; cet été, ce qu'elle nous prépare va porter encore plus loin et encore plus fort sa pression. Les "Diverses Mesures d'Ordre Social" (DMOS) sont le nouveau cadre de cette attaque qui n'aura plus de répit, plus de pause, même si elle connaîtra un certain ralentissement pendant la période électorale.

## DEMANTELEMENT DE LA SECURITE SOCIALE

Chose promise, chose due ! Après les attermoissements-bidon du mois de mai sur le prélèvement fiscal "pour renflouer" la Sécurité Sociale de ses 25 milliards de déficit, le gouvernement s'est empressé de faire passer son "plan d'urgence", nouvelle ponction sur les salaires ouvriers :

- augmentation de 0,4 % des cotisations d'assurance-maladie, de la cotisation d'assurance-vieillesse ;
- prélèvement supplémentaire de 0,4 % sur les salaires de 86 ;
- augmentation des prix du tabac ;
- augmentation de la cotisation maladie de 0,4 % pour les chômeurs et les retraités eux aussi.

Après toute la série de mesures prises depuis un an sur les remboursements médicaux, l'augmentation du forfait hospitalier, la diminution des prises en charge hospitalières, les précédentes augmentations des cotisations maladie, ce "plan d'urgence" montre la volonté déterminée du gouvernement d'une part de faire payer aux ouvriers le déficit de l'Etat et d'autre part surtout que ceux-ci ne coûtent rien à l'Etat. Se soigner, pour les ouvriers, ne sera bientôt plus possible.

Et ce n'est pas la sinistre mascarade que sont les états généraux de la Sécurité Sociale, provoqués par le gouvernement lui-même, qui vont changer d'un iota cette réalité ; ils signeront bien au contraire son institutionnalisation définitive, l'arrêt de mort de la possibilité pour la classe ouvrière de se soigner. La CGT qui crie haut et fort qu'elle n'y participera

pas, complète le tableau en noyant le poisson et déclare : "Le gouvernement a modulé ses intentions. La relecture des objectifs annoncés depuis plusieurs mois par Séguin montre qu'à l'évidence les mesures annoncées le 29 mai tiennent compte du mécontentement qui s'est exprimé. La baisse du taux de TVA sur les médicaments, le 1 % supplémentaire sur les revenus financiers et immobiliers, marquent pourtant un recul du gouvernement." (!!) (Le Peuple du 4 juin).

## "AMENAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL"

La loi sur l'aménagement du temps de travail a été votée définitivement le 10 juin, discrètement peaufinée depuis plus de deux ans, derrière les débats à l'Assemblée. Cette loi est une arme essentielle pour la bourgeoisie qui lui permettra, et lui a déjà permis, de licencier, déplacer les ouvriers au gré des besoins capitalistes. Mais aussi d'augmenter les cadences, les horaires de travail à volonté ; ainsi, elle prévoit une "modulation (!) des horaires de travail" jusqu'à 44 heures par semaine sans paiement des heures supplémentaires. Le langage est clair, c'est le langage capitaliste : travailler plus, sans être payé et être mis à la porte si on n'est pas content ! Voilà les nouvelles conditions de travail que la bourgeoisie nous a aménagées !

## PLAN DALLE

Comme tout cela ne suffit pas, le plan Dalle, publié lui aussi le 10 juin, vient renforcer encore cette nécessité pour le capital d'avoir une main-d'oeuvre malléable et corvéable à souhait. Les ouvriers ne travaillent pas assez et gagnent trop ! Les principales mesures proposées sont claires :

- révision à la baisse du nombre de jours fériés ;
- suppression de certains ponts ;
- augmentation de l'horaire officiel de travail ;
- et les ouvriers devront tenir compte des "progrès de productivité de leur entreprise" !.

En temps de crise, cela veut dire : "Comprenez bien qu'il vous faut et qu'il vous faudra gagner moins". En somme, les ouvriers sont des fainéants, c'est bien connu, et ils mangent trop !

## MESURES CONTRE LE CHOMAGE

Les dernières mesures contre le chômage de longue durée et le chômage des jeunes (cf. RI n° 157) vont faire long feu et ne sont de plus en plus qu'une esbrouffe pure et simple ; ainsi, 150 000 stages de "formation en alternance" pour les jeunes, sont déjà refusés par les entreprises, parce que malgré les avantages fiscaux accordés par l'Etat, ces "stagiaires" coûtent encore trop cher ! En contre-partie, on nous ressort les petits boulots pour les jeunes.

Attendre la retraite en stage de reconversion, ou espérer un travail en stage de formation ; la bourgeoisie ne pourra bientôt même plus offrir ces miettes aux chômeurs, ni ces illusions. C'est le pavé des rues qui va attendre une masse croissante de sans-travail.

## ATTAKES DANS LE SECTEUR PUBLIC

Il y a déjà plusieurs années que la bourgeoisie française vise les ouvriers dans ce secteur où elle ne peut pas licencier aussi facilement que dans le secteur privé. Grâce aux privatisations, elle a mis en oeuvre les moyens de le faire. Ainsi à la RATP, le projet de diviser d'ici 89 ce secteur en trois entreprises privées : autobus, métro, RER. Dès lors, les licenciements vont pouvoir tomber, les "dégraissages" dont la direction parle depuis longtemps, s'effectuer.

Dans la Sécurité Sociale, ce sont 25 000 licenciements qui sont prévus, toujours pour assainir ses finances.

Avec l'accélération de la crise, le capital français doit et devra attaquer les ouvriers, toujours plus fort. Le processus des attaques va s'accélérer encore dans la période actuelle, la violence de celles déjà existantes s'accroît. Ce sont tous les ouvriers, dans tous les secteurs, à tous les niveaux, sur tous les plans de leur conditions de vie, de travail, qui sont attaqués aujourd'hui et vont l'être encore plus dans les mois à venir. Il ne peut y avoir aucune illusion là-dessus !

Les ouvriers peuvent et doivent s'y opposer. Ce n'est qu'une réponse massive et unifiée, à la hauteur des attaques qui leur sont portées, qui pourra permettre d'opposer un rapport de force conséquent face à ces attaques.

PPR

# "FETE DE L.O." DE BELLES PAROLES POUR UNE PRATIQUE DE SABOTAGE

■ Lors de sa dernière kermesse politique, Lutte Ouvrière a fait de la dernière grève de la SNCF son cheval de bataille. Elle a organisé un très grand stand SNCF, avec photos et films vidéos à l'appui, avec des exposés et des discussions tous les jours, animées par le "héros" de la "coordination intercatégorielle", Daniel Vitry, ce permanent de la CFDT qui se flatte d'une expérience de 20 ans de travail syndical. Objectif : présenter la grève de la SNCF comme une démonstration pratique du rôle révolutionnaire de L.O.

A les entendre, les efforts des cheminots pour échapper au contrôle syndical, c'est l'oeuvre du travail des militants de L.O. L'extension du mouvement au sein de la SNCF, c'est aussi L.O. Quant à l'enfermement corporatiste qui a si lourdement pesé sur cette lutte, au point de la conduire à la défaite, ce n'est plus L.O. Ça c'est les préjugés des travailleurs. Le rôle de L.O. aurait été justement de combattre ces tendances en mettant en avant partout la nécessité de rechercher l'extension du combat aux autres secteurs de la classe ouvrière.

On aurait cru rêver, ou plutôt on se trouvait dans le cauchemar nauséux du double langage des professionnels du syndicalisme radical, cette spécialité des trotskystes.

Dans les numéros précédents de R.I., nous avons assez longuement décrit et dénoncé ce que fut la politique de sabotage systématique de la grève par le travail des militants trotskystes, aussi bien ceux de L.O. que ceux de la L.C.R. de Krivine. Nous avons montré comment ces prétendus "révolutionnaires", qui versent aujourd'hui des larmes de crocodile sur la défaite des cheminots, portent une responsabilité de premier ordre dans cette défaite, en particulier de ce qui constitue la raison centrale de celle-ci : l'organisation systématique de l'isolement de la grève, son enfermement dans le corporatisme, l'empêchement par tous les moyens de l'élargissement du mouvement aux autres secteurs.

Nous avons aussi montré comment ces syndicalistes exemplaires, ces "contestataires" de la parole qui depuis des décennies se donnent pour travail quotidien de donner vie aux cimetières que constituent les sections syndicales dans les lieux de travail, n'ont fait la critique des centrales pendant la grève que pour mieux faire passer leur discours de toujours : les grandes centrales syndicales sont "critiquables", surtout les directions, mais elles constituent cependant des instruments authentiquement ouvriers qui doivent être considérés et défendus comme tels.

## ILS PARLENT DE LA NECESSITE D'EXTENSION POUR MIEUX ENFERMER LA LUTTE DANS LE CORPORATISME

A la fête de L.O., ce sont ces mêmes militants que l'on a pu voir se lancer dans de grandes lamentations sur "l'esprit corporatiste qui règne parmi les cheminots, responsable de l'isolement du mouvement", corporatisme que L.O. aurait énergiquement combattu pendant la grève et continuait soi-disant à combattre de toutes ses forces. Tout cela dans un beau stand en forme de train, où s'étaient des expositions diverses sur "les cheminots à travers les âges" et où les grands moments du combat prolétarien dans l'histoire, ceux de 1905 et 1917 en

Russie dont le moteur fut la grève de masse et l'unification des combats de classe, se trouvaient réduits à des épisodes glorieux de la lutte cheminote !! Voilà comment L.O. "continue à combattre énergiquement le corporatisme" !!!

Quant à l'anti-corporatisme de L.O. pendant la grève de la SNCF elle-même, nous avons pour notre part dénoncé ce qui fut la pratique concrète des trotskystes au sein du mouvement, pratique qui consista à créer manu-militari un cordon sanitaire autour des réunions des coordinations, interdisant à tout travailleur qui ne fut de la SNCF de participer aux réunions. Nous avons rappelé comment ils ont empêché de parler des travailleurs des PTT lors de la première réunion de la coordination intercatégorielle (à la Bourse du Travail) ; comment ils en ont chassé un autre par la force, avant qu'il n'ait pu finir une phrase, lors de la seconde (à la Mutualité). Les réponses furent diverses mais révélatrices.

On commença par nous traiter de menteurs et calomnieux. Puis, lorsque la colère dans le débat fit perdre le contrôle à certains d'entre eux, on laissa échapper que "de toutes façons des types comme vous (qui disons que les syndicats sont de l'autre côté de la barricade) il faut les foutre dehors !". C'était fini du ton boy-scout si apprécié des copains de Arlette Laguiller... mais au moins c'était clair. Puis, quand on rappela que ce n'était là rien d'autre que les pratiques classiques des staliniens et des syndicats, on nous répondit : "ce n'est pas nous, mais les cheminots qui refusaient l'entrée à d'autres travailleurs". Toujours les préjugés corporatistes des cheminots...

Au moins l'accusation de "menteurs" jetée à notre égard au début, était détruite par les militants de L.O. eux-mêmes. Ils n'en mentaient pas moins pour autant. Les discussions qui ont pu s'établir -dans les couloirs des coordinations- entre certains cheminots et les travailleurs qui ont essayé de s'adresser à eux le montraient.

Mais, même s'il est vrai que ce poids pouvait exister dans certains cas, cela ne change rien au fait que pendant les séances de la coordination, ce sont les militants de L.O. qui, sans demander l'avis de qui que ce soit, encore moins de l'assemblée, ont pris l'initiative d'empêcher les travailleurs d'autres secteurs de s'adresser aux cheminots présents en assemblée. Des faiblesses, la classe ouvrière en a beaucoup. La question pour juger la pratique d'une organisation politique pendant une lutte, c'est de savoir si elle est un instrument pour le dépassement de ces faiblesses, ou au contraire un outil de leur renforcement. Les beaux discours de L.O. contre le corporatisme ne changent rien à ce que fut sa pratique concrète d'isolement de la lutte. Et c'est dans la pratique, non dans les paroles, qu'il faut la juger.

## ILS PARLENT D'AUTO-ORGANISATION POUR MIEUX RAMENER LES TRAVAILLEURS DERRIERE LES CENTRALES SYNDICALES.

Au moment où des ouvriers en lutte s'opposent aux polices syndicales, au moment même où ils tentent de concrétiser dans la lutte leur méfiance, devenue souvent hostile ouverte à l'égard des syndicats, au moment où ils tentent de se donner les moyens de prendre en main

tous les aspects de la lutte, le travail des trotskystes a été d'empêcher que cela "n'aille trop loin".

C'est ainsi que, au sein des "coordinations" dont ils se sont assurés rapidement et "démocratiquement" le contrôle, ils se sont empressés dès le début de détourner ce qui aurait dû être un instrument au service de la prise en main par les grévistes de l'élargissement du combat, vers un objectif totalement opposé et en contradiction avec ce besoin : celui de défendre la prétendue "représentativité" des syndicats, en réclamant le droit "d'assister aux négociations entre syndicats et direction" ("Appel de la coordination nationale inter-catégorielle à tous les cheminots", Paris 29/12/86). Ainsi au moment le plus élevé de la lutte, une coordination des cheminots s'adresserait-elle à tous les ouvriers de France qui avaient les yeux braqués sur leur lutte, considérée comme un défi vivant à la mafia syndicaliste ? Non, votant un texte rédigé par nos "anti-corporatistes syndicalistes" -et présenté par Monsieur le Permanent CFDT Vitry- elle s'adressait... à tous les cheminots... Les français parlent aux français.

Les syndicats ne sont pas des "représentants de la classe ouvrière" face à l'Etat. Ces institutions financées à 90% par des institutions gouvernementales (rarement les médias rappellent-ils cette vérité simple et criante : les cotisations des syndiqués ne constituent que 10% des revenus des syndicats !), sont les agents de l'Etat et des besoins de l'économie capitaliste dans les rangs ouvriers. C'est cela que comprennent dans la pratique de la lutte les travailleurs de la SNCF. Défendre la représentativité des syndicats dans les assemblées, dans les comités, dans les coordinations, comme l'ont si adroitement fait les trotskystes, ce n'était pas stimuler l'organisation des travailleurs par eux-mêmes comme l'affirme L.O. : c'était tout simplement stériliser, rendre inoffensif pour l'Etat l'effort d'autonomie qu'était en train de réaliser un poste avancé de la classe ouvrière.

Nous avons violemment dénoncé ce genre de pratique dans les forums de Messieurs Vitry et Cie pendant la fête de L.O. On nous a répondu toutes sortes d'insultes, sur un ton chaque fois moins "démocratique", mais sur la question de la nature de classe des syndicats, on a soigneusement évité de répondre clairement. Double langage oblige. Oui a-t-on reconnu à un moment donné, Vitry est permanent de la CFDT, mais il a failli se faire sanctionner... C'est pourtant une médaille en diamants qu'il mérite (à côté de tous les militants trotskystes) pour ses adroites et subtiles manœuvres au service de la "représentativité des syndicats". C'est leur défense "critique" de la représentativité des syndicats et surtout leur capacité à s'adapter aux besoins du mouvement pour mieux les dénaturer, qui ont fait des trotskystes les plus habiles saboteurs de l'effort des travailleurs pour prendre leurs luttes en mains.

\* \* \*

La grève de la SNCF ne fut pas un événement sans avenir. Elle a annoncé -et confirmé- la tendance de la classe ouvrière à se débarrasser de l'emprise de la police syndicale. Elle a surtout clairement montré que la tendance à la prise en mains des luttes, si elle n'est pas résolument mise au service de l'élargissement du mouvement et de l'unification des combats ouvriers, est vouée à l'impuissance. Tirer les leçons de cette expérience pour les luttes futures, c'est apprendre à se méfier non seulement des représentants officiels des grandes centrales syndicales, mais aussi -et surtout car ils sont les plus difficiles à démasquer- de leur accessoire "radical", les trotskystes.

R.V.

# ET SE PREPARE A ATTAQUER ENCORE PLUS FORT AVEC L'AIDE DES SYNDICATS

Avec l'adoption de l'amendement Lamassoure instituant la retenue d'une journée complète de salaire pour une seule heure de grève, c'est un nouveau seuil qui vient d'être franchi par la bourgeoisie dans ses attaques contre la classe ouvrière. Cette mesure n'est qu'un premier pas d'une offensive de grande envergure non seulement contre les ouvriers du secteur public mais contre toute la classe ouvrière. Et ce qui a permis à la bourgeoisie d'adopter cette loi, c'est le fait que les ouvriers sont aujourd'hui sous le coup de la défaite des cheminots. C'est cette défaite qu'elle se propose de lui faire payer au prix fort. Voilà pourquoi il est essentiel que la classe ouvrière comprenne les raisons de cet échec, qu'elle en tire les principaux enseignements, pour que les combats de demain qui se préparent surmontent les faiblesses de ceux d'hier afin de laisser le moins possible l'occasion à la bourgeoisie de déchaîner ses attaques.

■ Bien que cette mesure se présente comme une provocation, elle ne constitue pas en elle-même une attaque réelle, immédiate, contre la classe ouvrière, contre le "droit" de grève, contrairement à ce que voudraient nous faire croire les protestations tapageuses des syndicats.

## L'AMPLEUR DE L'OFFENSIVE DE LA BOURGEOISIE.

La classe ouvrière n'a que faire d'une misérable heure de grève ici ou là. Lorsqu'elle engage un combat véritable pour la défense de ses conditions de vie, sa lutte ne peut avoir d'autre limite que la satisfaction de ses revendications. Voilà pourquoi cette mesure de l'Etat n'a pas été ressentie par les ouvriers comme une attaque décisive par les ouvriers : les débrayages d'une heure ou deux ne sont pas le terrain de la lutte ouvrière, mais celui des manoeuvres syndicales.

Mais il n'y a pas d'illusion à se faire, cette mesure est loin d'être anodine. Elle constitue le premier jalon d'une offensive de grande ampleur contre toute la classe ouvrière. En enfonçant ce premier coin, la bourgeoisie vise en premier lieu à tester la capacité de riposte des ouvriers, alors qu'elle s'appuie, à la veille des congés d'été, à mettre à profit cette période de dispersion pour faire passer l'essentiel de ses attaques, notamment contre les ouvriers du secteur public. C'est parce que la bourgeoisie se prépare à attaquer massivement ce secteur clé que cette mesure vise également à intimider les bataillons ouvriers qui, depuis l'automne 83, ont été à la pointe de tous les combats de classe, tant en France que dans les autres pays. Elle sait qu'il est plus facile pour les ouvriers de ce secteur non seulement d'engager la lutte - du fait que la menace des licenciements est beaucoup moins pesante que dans le secteur privé -, mais surtout que cette lutte peut prendre immédiatement un caractère massif dans la mesure où c'est à un seul et même patron, l'Etat, que s'affrontent les ouvriers du secteur public. Elle sait enfin que l'expérience de la grève des cheminots de l'hiver dernier a marqué une nouvelle étape dans la confrontation entre les classes : celle d'une capacité de la classe ouvrière à prendre de plus en plus confiance en ses propres forces pour engager des combats de grande envergure. Et c'est cette confiance que toutes les fractions de la bourgeoisie s'efforcent de saper à travers cette première escarmouche que constitue l'amendement Lamassoure.

Ainsi la dimension de cette attaque ne réside pas tant dans l'adoption de cet amendement lui-même, mais dans le fait qu'il est la prémisse d'une vaste offensive

politique de la bourgeoisie : préparer le terrain d'une attaque frontale contre le secteur public en tentant d'affaiblir au maximum dès aujourd'hui la capacité de riposte des ouvriers de ce secteur actuellement aux avants-postes des luttes et d'introduire une division entre ouvriers du secteur public et ouvriers du secteur privé.

## GOUVERNEMENT ET SYNDICATS SE PARTAGENT LE TRAVAIL POUR TENTER D'IMMOBILISER LES OUVRIERS

On peut dire que cette offensive a été menée de main de maître grâce à un judicieux -et classique- partage des tâches entre les principales forces capitalistes. D'un côté le gouvernement, jouant parfaitement son rôle de père fouettard, met à profit le peu de popularité de la grève des aiguilleurs du ciel pour frapper du poing et crier : "halte aux abus du droit de grève !", afin de tenter d'intimider les ouvriers. De l'autre, les syndicats, protestant à cors et à cris contre cet "amendement scélérateur", complètent le travail. Ils gonflent la portée de cette mesure en elle-même en la présentant comme une atteinte réelle au "droit" de grève afin d'ancrer dans les rangs ouvriers un sentiment d'impuissance. Ils focalisent toute l'attention des ouvriers sur une mesure en trompe-l'oeil afin de leur masquer ce qui se profile réellement derrière et de les démobiliser face aux attaques présentes et à venir contre toutes leurs conditions de vie.

Et pour renforcer encore cette manoeuvre, c'est en ordre dispersé que tous les syndicats ont organisé leur mascarade de riposte, FO refusant de se joindre à la manifestation commune CFDT-FEN-Autonomie du 15 juin tandis que la CGT, affichant un langage plus "radical", faisait soi-disant bande à part et appelait à riposter "massivement" le 18. L'inévitable fiasco qui devait couronner tous ces appels à une mobilisation factice sur un terrain qui n'est pas celui de la classe ouvrière -la légalité bourgeoise- pouvait alors être largement exploité par les médias afin d'accréditer l'idée que les ouvriers subissent passivement les attaques du capital et que "les fonctionnaires souffrent d'un sentiment de culpabilité face à l'accusation de nantis" (Libération du 16/6) ! Ainsi cette levée générale de boucliers de l'ensemble des forces d'encadrement bourgeoises ne visaient qu'un seul objectif : tenter de démoraliser la classe ouvrière pour l'empêcher de développer une riposte à la mesure des attaques réelles qui se préparent.

## DERRIERE LE REPIT D'AUJOURD'HUI, LA REFLEXION DES OUVRIERS PREPARE DE NOUVEAUX COMBATS

Si la bourgeoisie peut aujourd'hui se permettre de mener une telle offensive, c'est avant tout parce que les ouvriers sont encore sous le coup de la défaite de la grève à la SNCF, défaite dont l'impact sur l'ensemble de la classe ouvrière a été d'autant plus sensible que ce mouvement a constitué le combat le plus important qu'elle ait mené en France depuis la fin des années soixante. C'est en très grande partie parce qu'il faut plusieurs mois à la classe ouvrière en France pour digérer cette défaite, que, depuis janvier, elle n'a pas repris immédiatement le flambeau de la grève des cheminots au même niveau de lutte, malgré l'intensification des attaques contre ses conditions de vie dans tous les secteurs, et notamment sur la Sécurité sociale.

En fait, un très grand nombre d'ouvriers se trouvent confrontés à la question suivante : "si les cheminots

n'ont pu faire reculer le gouvernement, malgré les moyens de pression économique dont ils disposent, malgré leur capacité à prendre eux-même la lutte en mains, comment peut-on mener une lutte victorieuse ?".

Ce n'est pas abattus et découragés que les ouvriers font face à cette question : en particulier le sentiment dominant dans la classe ouvrière est aujourd'hui très différent du grand désarroi et de la démoralisation qui prévalaient après la défaite sanglante des ouvriers en Pologne en 81 et qui a paralysé les luttes du prolétariat mondial durant deux ans. Après la grève à la SNCF, les ouvriers n'étaient pas démoralisés : ce n'est d'ailleurs pas la tête basse que les cheminots ont repris le travail sans avoir rien obtenu, mais la rage au ventre. Mais, en même temps, est apparu un répit momentané dans la mobilisation ouvrière : si une grande majorité d'ouvriers sait que de toutes façons il faudra engager le combat, elle n'est pas prête à le faire en ayant le sentiment que le seul résultat de son action sera un énorme "moins" sur les feuilles de paye. C'est pour cela que, n'étant pas encore confrontée à des attaques d'une brutalité et d'une ampleur telles qu'elles balayeront nécessairement toute hésitation (celles qui se sont succédées ces derniers mois, malgré leur importance, sont encore loin de celles qui se préparent), la classe ouvrière n'a pas mené en France depuis l'hiver dernier de luttes d'envergure. C'est, en réalité, tout un travail de réflexion, de maturation qui s'opère en son sein, avant que les attaques elles-mêmes ne l'obligent à reprendre de telles luttes au cours desquelles se poursuivra et se complètera la réflexion aujourd'hui engagée. Et au centre de cette réflexion se trouve évidemment la nécessité de tirer les leçons essentielles de la défaite des cheminots.

## LES LECONS ESSENTIELLES DE LA DEFAITE

Si, malgré son caractère massif, malgré son extension très rapide à tout le réseau ferroviaire, malgré la détermination des ouvriers à garder le contrôle du mouvement, la grève des cheminots a été battue, c'est essentiellement parce qu'elle est restée isolée, qu'elle s'est repliée sur elle-même, qu'elle s'est enfermée dans le corporatisme, en particulier grâce au travail de sabotage systématique des syndicats et des syndicalistes de base, notamment ceux de LO (cf article p.8). Telle est la leçon fondamentale que toute la classe ouvrière doit tirer de cette défaite dont elle paye aujourd'hui le prix : aucun secteur, quel qu'il soit, quels que soient ses moyens de pression économique, quel que soit son degré d'auto-organisation ne peut à lui seul faire céder le gouvernement.

Le seul moyen pour les ouvriers qui entrent en lutte de créer un rapport de force capable de les mener à la victoire c'est l'extension immédiate aux autres secteurs, c'est d'oeuvrer pour l'unification de toutes les luttes en un seul front massif contre la bourgeoisie et son Etat. Et il est indispensable que cette extension et cette recherche de l'unification se réalisent dès le début du mouvement afin notamment de prendre les devants face à toutes les tentatives de sabotage des syndicats et de leur base "radicale".

Avril

## "ASSISES UNITAIRES" DE LA S.N.C.F.

# LE SYNDICALISME DE BASE A L'OEUVRE OU COMMENT EMPECHER LES OUVRIERS DE COMPRENDRE LES RAISONS DE LA DEFAITE

■ Pour la classe ouvrière, la grève de la SNCF est encore présente dans les mémoires. Quant aux cheminots directement concernés, elle reste une préoccupation d'autant plus qu'elle ne s'est pas soldée par une victoire et surtout qu'elle a succombé dans l'isolement. Cet isolement a des responsables, les syndicats revenus au premier plan emboucher le clairon de la victoire, parrainés par les trotskystes qui se prétendent révolutionnaires, ces divers amis de Mlle Laguiller et de M. Krivine.

Il est crucial pour la bourgeoisie de faire oublier ou surtout d'atténuer la portée du fait que les cheminots avaient dans un premier temps réussi à casser la paralysie perpétrée par les divers syndicats, recherchant l'unité par eux-mêmes, par la lutte, par l'auto-organisation de la lutte. Mais cela n'était qu'un aspect de la dynamique de la lutte. La bourgeoisie qui a tout intérêt à ce que la question de l'extension aux autres secteurs reste sous la table, avait et a tout intérêt à ce que les leçons en restent là ; par conséquent, de la presse aux divers gauchistes, on n'a entendu vanter que l'idée de "coordination" et de volonté "unitaire" de batailler aux côtés des syndicats comme si ceux-ci étaient les amis des ouvriers. Nos soi-disant révolutionnaires continuent de sévir pour tirer en arrière les véritables leçons de cette importante lutte à la SNCF. Ainsi, quand Libération titre le 25 mai à propos de la tenue des "Assises unitaires de la base" organisées surtout par les groupes de Mlle Laguiller et de M. Krivine : "Les cheminots ne roulent plus pour les syndicats", c'est pour ajouter aussitôt en sous-titre que le but affiché des organisateurs gauchistes est "Pas question de tirer à vue sur les syndicats, mais veiller à ce qu'ils fassent correctement leur boulot".

Rappelons quand même que le boulot "correct" des syndicats a été en décembre 86 de s'opposer au démar-

rage de la grève, évidemment de ne rien faire pour renforcer une lutte commencée sans eux, et enfin de négocier à la place des ouvriers en lutte comme des CRS qui après avoir frappé des manifestants iraient se faire leur porte-parole !

Ce rappel n'est pas absent de la réflexion des ouvriers, aussi est-il nécessaire à la bourgeoisie de faire oublier ce sale "boulot". Que, aujourd'hui les gauchistes (LCR, LO, UTCL) oublieux de leurs états de service, viennent demander aux syndicats de faire "correctement leur boulot", il s'agit d'un pléonasme, ceux-ci ne peuvent faire pire qu'ils n'ont déjà fait !

Face à la volonté ouvrière de repartir en lutte parce que rien n'a été acquis, il importe que d'émérites syndicalistes à la base comme nos gauchistes nationaux viennent tenter de gommer le discrédit qui frappe tout naturellement les syndicats, en leur demandant de faire "mieux"... A la façon du représentant LCR Lopez, ex-délégué CGT qui, s'il s'indigne que : "nous n'avons obtenu que des miettes", ajoute aussitôt : "nous sommes contre les divisions syndicales", façon élégante d'en appeler à l'unité de nos ennemis et de ses anciens employeurs.

La plupart des déclarations des vedettes trotskystes vont dans ce sens à ces assises. Tout cela sert à dénaturer la véritable leçon de l'échec de la SNCF : NE PAS RESTER ISOLE DANS LA CORPORATION, SORTIR DANS LA RUE, ALLER CHERCHER LA SOLIDARITE ACTIVE. Une telle défense des syndicats dont le soutien vaguement général et volontairement tardif a servi de couverture pour éteindre l'incendie, un aussi évident appel à ce qu'ils fassent "mieux", va autant dans le sens du renforcement des luttes à venir qu'une voiture qui s'est engagée dans une impasse.

Ce langage dédoublé qui consiste, de la part de nos trotskystes et anarchistes, à laisser croire qu'ils ont

opté résolument pour que : "la prochaine fois les ouvriers contrôlent la lutte de bout en bout", tout en appelant à mettre fin aux divisions syndicales, révèle qu'ils se moquent des ouvriers. Dans les faits ils n'ont déjà pas favorisé l'auto-organisation de la lutte en s'auto-proclamant "coordinations" sans être contrôlés par les AG et faisant la police corporative comme classiquement sait si bien le faire la CGT. Leur langage répercuté par les médias doit leur servir de réputation pour être encore plus à même de saboter à nouveau les prochaines luttes.

Face aux dénonciations à ces assises, malgré tout, par des ouvriers combattifs, du sabotage de la CGT par exemple à Marseille, Lopez de la LCR prendra la défense de ce syndicat. En général, la presse bourgeoise s'est efforcée de taire le fond des débats où beaucoup d'ouvriers considéraient s'être battus et se battre encore "hors des syndicats". Vitry, cette autre vedette de LO, rabâchera à son tour piteusement que la question essentielle était celle des salaires, comme si les ouvriers ne le savaient pas depuis 200 ans qu'ils se battent, mais surtout pour faire oublier que le plus important était bien "comment développer la lutte et rompre l'isolement ?" Enfin, pour le clou du spectacle, les éléments trotskystes au verbe radical qui pourtant n'ont pas de quoi pavoiser d'avoir saboté la grève mieux encore que la CGT, se sont permis de renchérir en appelant aux mots d'ordre creux "d'extension aux cheminots d'Europe", encourageant à nouveau, mais en plus grandement dérisoire, ce qui a été à l'origine de l'échec à la SNCF, le piège du corporatisme. On nous a bien soutenu que cette "faiblesse" corporatiste provenait de la tête des ouvriers. L'intérêt de telles assises est d'éclairer sur le fait que les gauchistes en ont bien en fait la paternité, celle de la bourgeoisie.

Gieller.

## ESPAGNE

# UNE COMBATIVITE EXEMPLAIRE DANS LA VOIE DE L'UNIFICATION DES LUTTES

■ Voilà maintenant près de quatre mois que l'Espagne est secouée par une vague de luttes massives impliquant des centaines de milliers d'ouvriers de tous les secteurs, aux quatre coins du pays.

Depuis le mois de février, pas un jour ne se passe sans grèves, assemblées, manifestations, des mines à l'aviation, du secteur de la santé à celui de la sidérurgie, des chantiers navals aux transports, de l'enseignement à la construction. Partout, la détermination des ouvriers à riposter de façon massive et unie s'est manifestée à travers la volonté de descendre dans la rue pour tenter de rechercher la solidarité, l'unité la plus large possible face aux attaques frontales du gouvernement. C'est ainsi que, dès le début du mouvement, les premières tentatives d'unification ont surgi dans plusieurs secteurs; les ouvriers de la région de Castellon multiplié les manifestations entraînant d'autres ouvriers et des chômeurs avec eux; à Bilbao, les ouvriers de deux usines ont imposé contre l'avis des syndicats une manifestation commune, tout comme l'ont fait aux Canaries les ouvriers du port de Tenerife avec ceux du tabac et les camionneurs.

Face à cette situation d'embrasement généralisé, face à tous ces signes de la poussée ouvrière vers la solidarité active, qui s'est encore amplifiée en avril-mai, on a vu toutes les forces du capital à l'oeuvre pour tenter d'éteindre l'incendie: d'un côté les syndicats, escortés de toute une kyrielle de groupes syndicalistes de base (anarchistes et trotskystes), arborant un langage plus radical que jamais, faisaient des pieds et des mains à travers un judicieux partage des tâches entre UGT (pro-socialiste) et CCOO (liés au PC) pour occuper tout le terrain, maintenir la division par secteurs, par régions, entraver toute tentative d'unification des luttes (cf. RI n° 155-156); de l'autre, le gouvernement -et le patronat- maintenant une attitude intransigeante, n'hésitaient pas à prêter main forte aux syndicats en cognant sauvagement sur les ouvriers les plus combattifs dans des régions particulièrement isolées, telles celles de Reinosa du pays basque et Puerto Real en Andalousie (cf. RI n° 157).

## PARTOUT LA COMBATIVITE OUVRIERE SE DEVELOPPE

Cependant, ni les manoeuvres syndicales de sabotage du mouvement, ni la répression féroce dirigée par le parti "socialiste" "ouvrier" d'Espagne au pouvoir contre les ouvriers réduits au chômage ne sont venus à bout de la combativité ouvrière. Partout, les ouvriers manifestent leur détermination à poursuivre la lutte: dans les mines de Hunosa, dans la santé, le secteur du téléphone, la sidérurgie, l'automobile, les banques, les chantiers navals... Et lorsque la combativité tend à retomber momentanément dans certains secteurs, ce sont de nouveaux secteurs qui entrent à leur tour dans la lutte tels les dockers des Canaries, les employés de la Sécurité Sociale, ceux des centres des impôts, les pompiers de Bilbao...

Si, au début du mouvement, alors que plus de 350 000 ouvriers étaient descendus dans la rue, la bourgeoisie pouvait compter à coup sûr sur la radicalisation des syndicats pour éparpiller les luttes, faire avorter toute leur tentative d'unification et finalement désamorcer la combativité ouvrière, il n'en est plus de même aujourd'hui. En effet, au cours de ces quatre derniers mois, de manoeuvres en nouvelles manoeuvres, les syndicats -UGT en tête- n'ont cessé, malgré leur radicalisation croissante, de se démasquer aux yeux des ouvriers. Ainsi si en avril-mai les syndicats avaient pu contrôler parfaitement le mouvement en retirant toute initiative à la classe ouvrière, c'est au prix d'un discrédit grandissant que non seulement ne leur a pas permis de ramener le calme social mais surtout risque de leur faire perdre tout contrôle de la situation.

En avril-mai, F. Gonzalez pouvait claironner que l'effervescence sociale ne "l'empêchait pas de dormir". Aujourd'hui, c'est un véritable cauchemar qui hante ses nuits: celui de la tendance à la prise en main par les ouvriers eux-mêmes de leur propre combat dans une situation où la question de l'unification des luttes est plus que jamais à l'ordre du jour.

Voilà pourquoi le gouvernement Gonzalez est aujourd'hui acculé à préconiser une politique de pacte social, exhortant syndicats et patronat à négocier au plus vite secteur par secteur.

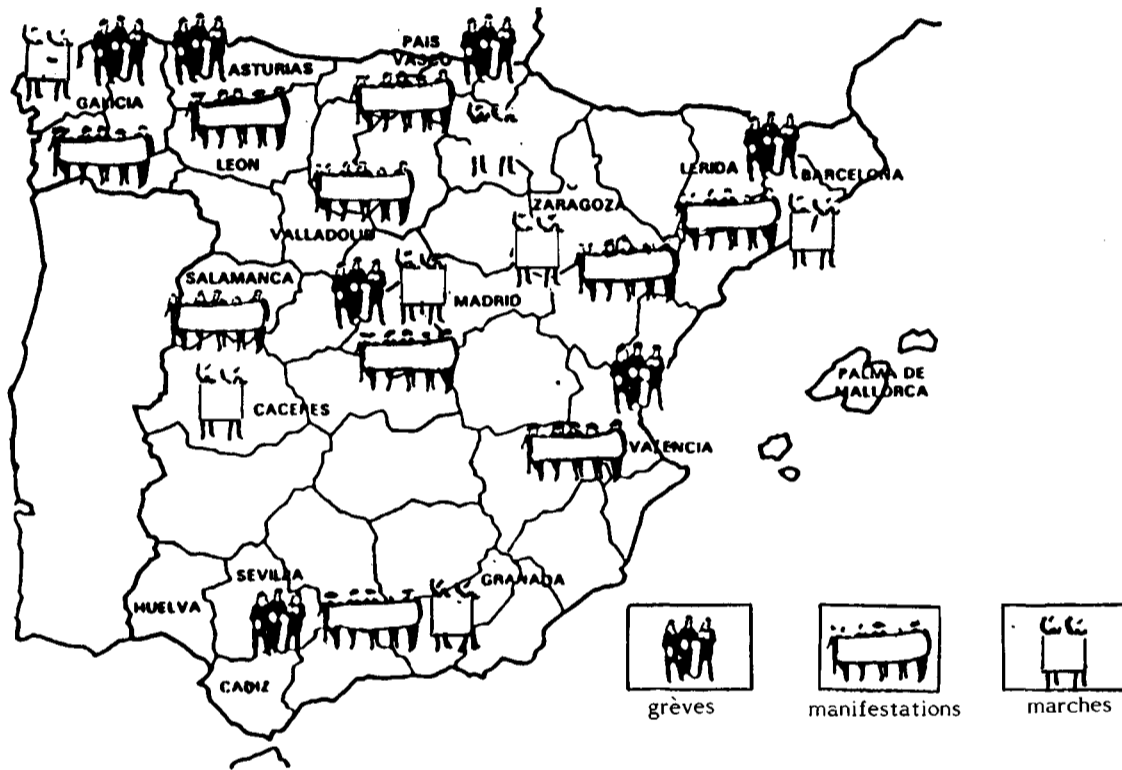
## LES OUVRIERS COMMENCENT A BRISER LE CARCAN SYNDICAL...

Cette difficulté croissante des syndicats à encadrer le mouvement c'est dans de nombreux secteurs qu'on l'a vu se manifester ces deux derniers mois. Malgré le zèle avec lequel les syndicats se sont efforcés d'occuper tout le terrain en prenant les devants de la lutte, appelant ici et là à des "journées d'action", des grèves et manifestations préparées en jouant sur la division entre UGT et CCOO, des grèves spontanées ont surgi à plusieurs endroits contre les propositions des syndicats. Ainsi, dans le secteur de la santé, à Barcelone et Bilbao, les ouvriers, rejetant les accords signés entre syndicats et patronat, ont refusé de suivre les consignes des CCOO et sont partis spontanément en grève. Les mineurs ont fait de même à Hunosa malgré les multiples appels au calme lancés par les CCOO. Partout -et surtout depuis les événements sanglants de Reinosa et Puerto Real- l'UGT est conspué. A Reinosa et Puerto Real, on lui interdit même toute prise de parole dans les assemblées. Mais ce rejet de plus en plus ouvert des syndicats ne s'est pas seulement concrétisé par le surgissement de grèves spontanées contre les accords entre syndicats et patronat. En Espagne, comme dans tous les pays d'Europe occidentale, cette méfiance croissante

envers les syndicats tend de plus en plus à inciter les ouvriers à prendre eux-mêmes en charge leur propre combat. C'est ainsi que la pratique d'assemblées générales s'est développée au cours du mouvement non seulement à Puerto Real et Reinosa où se tiennent quotidiennement des assemblées massives de 3 à 4 000 personnes, mais également chez les employés de la Sécurité Sociale où a surgi, en marge des syndicats, une tentative de coordination des différents centres. Et même dans le secteur de la santé où, pour la première fois, des assemblées générales et comités de grève élus ont vu le jour dans la grève des médecins qui eux aussi, ont rejeté les accords entre syndicats et patronat.

C'est face à ce discrédit croissant des syndicats et aux premières tentatives encore embryonnaires de la classe ouvrière de prendre ses luttes en main, que la bourgeoisie a été contrainte, ces dernières semaines, à donner le premier rôle aux syndicalistes de base -on a vu en effet ces derniers venir à la rescousse des syndicats dans les secteurs les plus combattifs. Exploitant les provocations policières à Reinosa et Puerto Real, gauchistes et anarchistes n'ont cessé de préconiser une méthode de lutte "radicale", poussant les ouvriers à se battre de façon isolée, à répliquer au coup par coup à tous les assauts de la Guardia Civil. Poussant, en un mot, les ouvriers au massacre. Telles furent les basses oeuvres de

utiliser la classe ouvrière, à estomper son besoin de riposter de façon plus massive et unie. Ainsi, ces deux derniers mois, cette poussée de la classe ouvrière vers l'unification de ses luttes s'est encore amplifiée à travers la volonté toujours présente de descendre dans la rue, notamment à Santander et Bilbao où de nombreux secteurs se sont rejoints dans des manifestations communes. Plus récemment, le 8 mai, on a vu également les ouvriers de différents secteurs, tels l'automobile (General Motors), la construction, les chantiers navals de San Fernando, Séville, Huelva..., entrer en lutte en solidarité avec ceux de Puerto Real. Mais c'est à Puerto Real que s'est manifestée le plus clairement cette poussée générale vers l'unification des luttes. En effet, alors que la CNT continuait fin mai à pousser les ouvriers dans l'impasse des affrontements avec la police, l'assemblée générale rejeta majoritairement la poursuite de ces actions suicidaires et démobilisatrices. Comprenant qu'il n'y a aucune victoire possible sur ce terrain-là et que seul l'élargissement de leur lutte peut leur permettre de s'affronter efficacement à l'Etat, les ouvriers de Puerto Real s'opposant aux propositions de la CNT, décident de se joindre aux grandes entreprises de la région. Face à cette nouvelle menace d'unification des luttes, les CCOO vont alors revenir à la charge et prendre le relais de la CNT pour tenter à nouveau de



CARTE DES CONFLITS SOCIAUX EN ESPAGNE

En avril-mai, des centaines de milliers d'ouvriers manifestent leur colère dans la rue.

la CNT à Puerto Real, celle de la base radicale des CCOO à Reinosa. Et le fait que cette sale besogne soit largement relayée par les médias -où partout, à la TV, à la radio, dans la presse, on met plein feu sur les affrontements sanglants de Reinosa et Puerto Real- révèle clairement l'objectif de la bourgeoisie: créer un abcès de fixation pour tenter d'intimider toute la classe ouvrière, la démoraliser et surtout accentuer le black-out sur les luttes qui se développent dans les autres secteurs, les autres régions, afin de masquer aux ouvriers la seule alternative possible face à la répression et à toutes les attaques bourgeoises: celle de l'élargissement des luttes, de leur unification par delà les secteurs et les régions.

## ...POUR ELARGIR LEURS LUTTES

Mais ni cette vaste campagne médiatique destinée à démoraliser les ouvriers, ni le développement du syndicalisme de base sur le terrain, ne sont parvenus à

faire avorter cette initiative des ouvriers. En reprenant à leur propre compte le besoin des ouvriers d'élargir leur lutte, les CCOO vont, en effet, en prendre les devants et proposer d'"organiser" cette "unité" dans la région de Puerto Real alors qu'ailleurs, au même moment, elles n'hésitaient pas à signer aux côtés de l'UGT les accords avec le patronat et annulaient les grèves prévues dans les postes et les mines de Leon tandis qu'à General Motors, elles planifiaient un calendrier de "journées d'action" échelonnées au cours du mois de juin.

Ainsi, aujourd'hui, au bout de quatre mois de luttes massives, la combativité ouvrière est loin d'être éteinte. Malgré le déploiement de toutes les forces d'encadrement bourgeois sur le terrain visant à saper toutes les potentialités d'élargissement des luttes, la classe ouvrière en Espagne a déjà franchi une étape significative sur la voie de l'unification de ses combats, étape qui constitue aujourd'hui un point de référence pour le prolétariat dans tous les pays.

Avril (21.06.87)

## L'ETA AU SERVICE DE L'ETAT BOURGEOIS CONTRE LES LUTTES OUVRIERES

■ Au moment où nous mettons sous presse, nous apprenons la nouvelle du carnage de l'attentat sanglant fomenté par L'ETA militaire dans un supermarché de Barcelone faisant quinze morts et des dizaines de blessés. Nous ne pouvons que dénoncer violemment une fois de plus les pratiques criminelles des groupes terroristes de tous bords. Ces méthodes, non seulement sont totalement étrangères à la lutte du prolétariat, mais elles ne font que servir les intérêts de la bourgeoisie contre les ouvriers, lorsque ces groupes terroristes ne sont pas eux-mêmes directement manipulés par l'Etat capitaliste. En effet, ce n'est pas par hasard que les bombes de l'ETA -les plus meurtrières depuis 1979- explosent aujourd'hui en Espagne en pleine effervescence de la lutte de classe. Voilà encore une fois une bonne occasion pour

la bourgeoisie de "s'indigner" afin de justifier le renforcement du quadrillage policier dans les rues et les quartiers ouvriers des grandes concentrations industrielles, quadrillage destiné à intimider les ouvriers en lutte. Ce qui indigné en réalité le capital ce n'est pas cet attentat terroriste mais bien les combats de classe qui, depuis plusieurs mois, se développent dans ce pays. Et lorsque F. Gonzalez affirme haut et fort sa détermination à combattre le terrorisme "par tous les moyens" en déclarant "le gouvernement ne reculera pas", le message est clair: la bourgeoisie est plus que jamais déterminée à défendre bec et ongles ses intérêts de classe. Et pour cela, elle n'hésitera pas à employer les grands moyens. Le matraquage des ouvriers de Puerto Real et Reinosa par la Guardia Civil est là pour en témoigner.

## ITALIE

# LA CLASSE OUVRIERE S'ENGAGE DANS LES LUTTES MASSIVES

■ Alors que les médias en France nous ont rebattu les oreilles sur les élections en Italie, elles font -comme toujours- le black-out sur la vague de luttes qui déferle sur ce pays et qui n'a pas permis la "paix sociale électorale". Au point d'ailleurs que même les retransmissions publicitaires des différents partis politiques ne pouvaient se dérouler quelques jours avant le week-end électoral pour cause... de luttes des employés de la télévision!

Et ces luttes, contrairement à ce que la bourgeoisie nous raconte ici sur le "second boom économique de l'Italie qui profiterait aux travailleurs", sont une riposte de la classe ouvrière aux multiples attaques qui lui sont portées. Si 1986 a été selon les économistes bourgeois, "la meilleure année de l'Italie depuis longtemps", cela était fait en grande partie sur le dos des travailleurs avec comme résultat et "récompense" pour 1987 : la nécessité de travailler toujours plus pour gagner toujours moins, les licenciements, la perte des indemnités de chômage... bref, comme dans tous les pays, des attaques massives contre l'ensemble des travailleurs.

Ainsi, par exemple, depuis le début de l'année, l'Etat réduit fortement les salaires et les prestations sociales dans tous les secteurs, introduit de nouvelles lois sur "la mobilité" et la flexibilité, licencie en masse dans divers secteurs : 15 000 ouvriers de la métallurgie à Finsider, 8 000 à Fiat-Alfa, 20 000 dans les chemins de fer, etc.

Ce renforcement des mesures anti-ouvrières, impliquant des millions de travailleurs, a été signé dans les conventions collectives par le gouvernement, le patronat et les syndicats -CGIL en tête- (1). Mais ces derniers, loin de pouvoir compter -comme lors de ces deux dernières années- sur une classe ouvrière abasourdie et relativement immobilisée par leur sale besogne, ont vu -surtout depuis le début de l'année- la colère monter dans les rangs ouvriers et se retourner contre eux.

## COMBATIVITE OUVRIERE ET HOSTILITE ENVERS LES SYNDICATS

En quelques mois, la combativité a éclaté ouvertement, souvent en dehors des syndicats, du secteur privé au secteur public surtout, à travers des assemblées, des grèves et des manifestations de rue : lutte des cheminots, postiers, hospitaliers, enseignants, employés de la télévision, ouvriers municipaux, de l'automobile, des postes, etc. et s'est manifestée dans le rejet massif des accords signés par les syndicats dans les secteurs importants de la métallurgie et de la chimie. Comme se lamentait la presse bourgeoise face à cette simultanéité des luttes : "les enseignants bloquent les vacances des hospitaliers qui ne soignent pas les cheminots qui ne transportent pas les employés de banque" ! (Corriere della Sera, du 25.05.87).

Contre cette forte combativité et plus grande confiance en soi des travailleurs, les syndicats ont dû prendre toutes sortes de "précautions" pour tenter de désamorcer la grogne et les luttes suscitées par les accords d'austérité. Ainsi, par exemple, n'osant plus présenter leurs accords bidons et dégueulasses dans les assemblées générales -tant l'hostilité à leur égard était criante- ils ont été obligés de suspendre de multiples assemblées (comme à Alfasud, à l'usine Fiat de Cassino ou à la télévision) et appeler à des votes à bulletins secrets. Une autre de leurs précautions a été de signer ensuite les conventions collectives les unes après les autres pour éviter, bien évidemment, des mouvements massifs. Mais ces techniques de sabotage ne sont pas parvenues à empêcher les ouvriers de les démasquer au point que la bourgeoisie en Italie se lamente sur "(cette) crise des syndicats (qui) n'est pas épisodique mais structurelle" et que Pizzinato (le secrétaire général de la CGIL) poussait un cri d'alarme en parlant du secteur automobile Fiat : "la déroute des syndicats ne pèse pas seulement sur les usines mais aussi sur l'ensemble de la société." (Corriere della Sera, du 26.05.87)

Cette prise de conscience de la part des ouvriers que les syndicats ne sont pas de leur côté, les a poussés -comme lors de la grève des cheminots en France- à prendre leur lutte en mains propres. Ce besoin s'est exprimé très nettement parmi les travailleurs des chemins de fer et a pris une grande ampleur dans les écoles.

Le détonateur de ce dernier mouvement a été le renouvellement de la convention collective des enseignants. Celle-ci prévoyait des augmentations salariales ridicules par rapport au taux d'inflation et à la perte de pouvoir d'achat déjà subie depuis des années, maintenant la précarité de l'emploi, la dégradation des conditions de travail, telle la surcharge des effectifs dans les classes, etc. Contre ces mesures prises par le ministère de l'Instruction Publique et signées par les syndicats, les travailleurs sont entrés spontanément en lutte et se sont organisés hors du cadre syndical en Comités de Base (les "Cobas"), d'abord dans 120 écoles de Rome puis au niveau national. En quelques mois, un pas important a été franchi dans le dépassement des différentes branches de la corporation, a touché 150 000 instituteurs et professeurs, et a organisé trois assemblées nationales à Rome, Naples, Florence, avec des délégués élus par les Coordinations provinciales. Le 25 mai, 50 000 enseignants manifestaient dans les rues de Rome contre Falcucci (le ministre de l'Instruction Publique) et contre les syndicats pour faire valoir leurs revendications : notamment des augmentations salariales et la sécurité de l'emploi.

## ISOLEES DANS LA CORPORATION, LES LUTTES NE PEUVENT ETRE QUE DEFAITES

Toutefois, cette combativité contre des attaques draconiennes et cette prise en main des luttes se sont heurtées à des limites importantes qui font qu'à ce jour les revendications essentielles des enseignants n'ont pas abouti. En plus de tout le travail de répression du gouvernement et les tentatives des syndicats d'utiliser la carotte ou le bâton en essayant, soit de récupérer le mouvement, soit "de cracher dessus", c'est surtout au sein même du mouvement que se sont insinués des pièges pour le faire échouer. Ainsi, à l'intérieur des Comités de Base, si la tendance "assembléiste" majoritaire a manifesté clairement le rejet des syndicats, il y a eu toute une tendance syndicaliste à la base s'appuyant sur les fortes illusions sur leur "spécificité" comme catégorie qui pèsent parmi les enseignants, pour mettre en avant :

- l'idée que pour que le mouvement soit fort, il faut un "nouveau syndicat", "lié à la base sans les défauts du syndicalisme de profession". C'est cette même tactique qui a été utilisée par les syndicalistes de base du groupe Democrazia Proletaria (équivalent à la gauche radicale du PSU en France) à la Coordination des cheminots à Florence en février, "laissant de côté" les dizaines de milliers de licenciements contre lesquels se battaient les cheminots ;
- l'excuse de "la légalité"; cette idée est d'autant plus facile à mettre en avant que le gouvernement et les syndicats brandissaient "les atteintes au droit de grève" et au "droit de la représentativité" pour négocier avec le gouvernement.

Mais surtout, la limite cruciale du mouvement a été l'ENFERMEMENT DANS LA CORPORATION. Ainsi, par exemple, l'idée et le tohu-bohu sur une proposition d'action extrêmement spécifique au secteur, "le blocage des conseils de classe", a polarisé toute l'attention des enseignants, et sur les seuls enseignants, au détriment de la seule forme de lutte qui peut créer un rapport de force favorable : l'élargissement vers d'autres secteurs de la classe ouvrière. De même, la manifestation de rue du 25 mai s'est complètement focalisée sur des négociations directes avec le Président du Conseil pour faire

aboutir des revendications soi-disant particulières à la corporation alors que se déroulaient au même moment des luttes dans d'autres secteurs importants sur des revendications qui étaient, sur le fond, exactement les mêmes (augmentations salariales, aggravation des conditions de travail...). Et bien que ces dernières luttes -parmi les cheminots, les hospitaliers et les employés de la télévision- étaient encadrées par les syndicats, elles exprimaient une même combativité et une énorme méfiance envers les syndicats qui avaient été contraints de prendre les devants pour ne pas être là aussi complètement débordés.

C'est cette leçon fondamentale de toutes les luttes qui se déroulent -et notamment de celle toute proche de nous à la SNCF en décembre- que les travailleurs doivent faire leur : si l'auto-organisation du combat est un moyen indispensable, elle ne peut pas mener à la victoire si les ouvriers ne sortent pas de "leur" secteur, "leur" catégorie, pour étendre le plus rapidement possible leur lutte aux autres travailleurs touchés fondamentalement par des attaques identiques.

## IL FAUT UNIR LES LUTTES

Cependant, malgré ces faiblesses, ce mouvement des enseignants a eu un profond écho et a rencontré une énorme sympathie parmi toute la classe ouvrière en Italie où règne un mécontentement très fort envers les syndicats et où mûrit toute une réflexion sur "comment lutter ?" pour opposer une riposte efficace au front uni de l'Etat sans devenir le jouet des syndicats. La réponse à cette question qui ne peut être pour les travailleurs que de former eux aussi un front uni, commence à se faire jour comme en témoignent :

- la diffusion par les enseignants d'un tract appelant à lutter ensemble lors de la manifestation nationale des cheminots à Rome ;
- l'approbation -même si elle n'est pas encore parvenue à se concrétiser- par 2 000 enseignants (dont 300 délégués des Coordinations Provinciales) à l'assemblée des Comités de Base à Naples de la proposition par un délégué d'étendre la lutte aux autres secteurs :

- l'assemblée d'ouvriers de différents secteurs réunis ensemble à Milan le 13 mars, regroupant environ 120 travailleurs des postes, des chemins de fer, d'Alfa-Romeo, de la métallurgie, de l'usine Pirelli, des téléphones, des pompiers, des enseignants...

De même, l'apparition de plusieurs petits groupes de travailleurs combattifs décidés à ne plus se laisser rouler ou de Comités de Lutte pour tirer les leçons des combats et préparer les prochains, témoignent également de la nécessité d'étendre les luttes. Par exemple, il s'est formé à Naples un Comité d'hospitaliers qui est intervenu activement contre le sabotage des syndicats ou des syndicalistes de base et a mis en avant le besoin de lutter unis au-delà de la corporation.

Les conditions pour que cette unité des travailleurs se réalise, se fraient lentement un chemin, en Italie comme dans les autres pays. Les multiples luttes simultanées qui surgissent contre des attaques frontales, communes à tous les travailleurs, la méfiance et même l'hostilité de plus en plus générale contre les syndicats, la possibilité de lutter sans eux, sont autant de premiers pas dans le mouvement de luttes qui se développe dans ce pays comme dans tous ceux d'Europe occidentale. Les ouvriers doivent pour poursuivre ce combat tirer toutes les leçons de leurs expériences et, plus particulièrement, la nécessité de rejoindre leurs frères de classe au-delà de toutes les corporations, au travail ou au chômage. Il n'y a pas d'autre voie.

M.B.

(1) CGIL : syndicat équivalent de la CGT en France, en plus puissant.

## GRANDE-BRETAGNE

# VERS L'ELARGISSEMENT ET LA PRISE EN MAINS DES COMBATS OUVRIERS

■ Quand les journaux lèche-bottes de la bourgeoisie nous parlent de la Grande-Bretagne, c'est pour nous étaler les victoires écrasantes du "thatcherisme", encore triomphant depuis les dernières élections parlementaires. Mais la situation n'est plus la même aujourd'hui qu'après la dure défaite des mineurs, suivie par la bataille sans lendemain (parce que maintenue dans la corporation) des imprimeurs de Wapping. Depuis lors, la grève des ouvriers de British Telecom a marqué un tournant dans la lutte ouvrière. Les luttes longues, dures et isolées, menées avec toute la détermination obstinée et tout le courage dont ont fait preuve les mineurs et les imprimeurs, tendent à céder la place à une situation de bouillonnement permanent. Les luttes aujourd'hui surgissent partout, posant ainsi la possibilité d'une unification à travers les frontières du corporatisme, traditionnellement très fort en Grande-Bretagne.

Les mineurs, que la bourgeoisie aimerait croire définitivement écrasés, n'ont pas abandonné le combat. Le 1er mai, des mineurs au chômage du Kent, du Pays de Galles et de l'Ecosse ont envoyé des piquets volants dans la région de Doncaster, déclenchant ainsi une grève de 24 heures contre les mesures disciplinaires et policières dont les mineurs font toujours l'objet. Des grèves ont éclaté dans beaucoup de houillères, notamment à

Armthorpe et à Thoresby, où les divisions entre les syndicats NUM et UDM (syndicat scissionnaire qui avait pourtant signé un accord anti-grève) n'ont pas réussi à empêcher l'unité des mineurs dans le combat.

Dans l'enseignement public, les grèves tournantes durent maintenant depuis plus d'un an.

Les ouvriers des fameux bus rouges londoniens se trouvent confrontés à une "privatisation rampante", dépôt par dépôt, dont le but est de réduire les salaires de 35 £ (350 FF) par semaine, tout en augmentant les heures de travail. Déjà une première grève a éclaté parmi les 26 000 ouvriers des bus le 11 mai, suivi d'une autre le 22 mai. Pour la première fois depuis 35 ans, tous les bus de Londres restaient au dépôt. Ces deux grèves ont posé la question de l'action commune avec les ouvriers du métro, menacés de suppressions d'emplois.

Depuis le 8 juin, 50 000 membres du syndicat des banques (le BIFU) ont voté une grève des heures supplémentaires, contre les propositions patronales d'un maigre 5 % de hausse de salaire.

## C'EST EN LUTTANT ENSEMBLE QU'ON PEUT FAIRE RECULER LA BOURGEOISIE

Les fonctionnaires de Sa Gracieuse Majesté sont tout aussi mal lotis que leurs équivalents français : d'après les aveux même du gouvernement, 40 000 s'entre eux

sont si mal payés qu'ils ont droit aux allocations supplémentaires de l'Etat, pour atteindre le salaire minimum. La vieille rengaine syndicale du "service public" n'a pas pu empêcher toute une série de grèves, en particulier parmi les employés des bureaux de l'"ANPE" et de la sécurité sociale (Department of Health and Social Security). Malgré toutes les manoeuvres habituelles (grèves tournantes, etc), la situation même des employés du DHSS a ouvert le chemin de l'unification, en particulier dans la région de Londres. Puisque ces derniers assurent le paiement des allocations sociales, et surtout des allocations chômage, leur grève a tout de suite affecté les chômeurs, dont certains se sont rendus sur les piquets de grève devant les ANPE en solidarité avec les grévistes. Les problèmes matériels s'accumulant, des chômeurs ont occupé la mairie de Haringey, en disant que, bien que soutenant l'action des fonctionnaires, ils avaient tout de même besoin de quoi survivre en attendant, et qu'ils s'attendaient à ce que la mairie fasse le nécessaire. Bernie Grant, maire de Haringey et dirigeant trotskysant bien connu du Parti Travailleuse, a fini par appeler la police pour faire vider la mairie. A Hackney, la municipalité "socialiste" a refusé de payer des allocations, mais a quand même généreusement proposé aux chômeurs... une soupe populaire ! Réponse des chômeurs : l'occupation de la mairie. A Camden (1), les chômeurs occupant la mairie ont été rejoint par des grévistes du DHSS, ce qui a fini par obliger la mairie et les syndicats à se mettre d'accord pour payer l'argent réclamé afin de désamorcer la situation.

Des actions comme celles-ci, et celles des mineurs au chômage, sont importantes pour tous les ouvriers, parce qu'elles montrent, même de façon embryonnaire, le chemin à suivre : l'unification des luttes contre toutes les divisions que la bourgeoisie cherche à fomenter ou à

(SUITE PAGE 7)

## LECON DE JULLET 1917 EN RUSSIE

# LES OUVRIERS NE PEUVENT PAS S'AFFRONTER A L'ETAT CAPITALISTE EN ORDRE DISPERSÉ

Il y a juste 70 ans, la classe ouvrière vivait en Russie un des épisodes les plus importants de son histoire. En effet, non seulement les événements qui se sont déroulés en juillet 1917 à Pétrograd - connus sous le nom de "journées de juillet" - ont eu une importance décisive dans le processus qui, engagé par l'insurrection de février 17 (1), allait conduire à la révolution d'octobre, mais ils sont aujourd'hui encore riches d'enseignements pour la lutte du prolétariat dans le chemin qui conduit à son émancipation.

Ces "journées" nous rappellent en effet, avec une force toute particulière, l'extrême importance pour le prolétariat et ses organisations révolutionnaires d'avoir la vision la plus correcte, la plus précise possible du rapport de forces entre les classes. C'est parce que le parti bolchévique s'est doté d'une solide vision de ce rapport de forces et de son évolution, qu'il parvient à éviter qu'en juillet, la révolution entamée en février ne fasse pas autre chose qu'accoucher d'une nouvelle et tragique Commune de Paris. Cette leçon reste extrêmement précieuse aujourd'hui car, sans cette aptitude à discerner où en est, où va le rapport de forces entre les classes, le prolétariat est condamné à combattre en aveugle, et les révolutionnaires ne peuvent jouer leur rôle puisque n'étant pas en mesure de présenter de réelles propositions de marche et donc de réelles perspectives au combat prolétarien (2).

■ Comme nous l'avons vu dans nos précédents articles, l'insurrection de Février avait conduit à une situation de double pouvoir : celui de la classe ouvrière, représenté par les Soviets de députés ouvriers et soldats, et celui de la bourgeoisie représenté par le gouvernement provisoire qui était soutenu par le Comité Exécutif élu par les Soviets.

Cette situation de double pouvoir devient en mai et juin, de plus en plus, celle de la "double impuissance" dans la mesure où l'Exécutif des Soviets, dominé par les Socialistes Révolutionnaires (SR) et les Menchéviks, apparaît toujours plus comme un paravent utilisé par la bourgeoisie pour réaliser ses objectifs, en premier lieu le rétablissement de l'ordre à l'arrière et au front pour pouvoir poursuivre la boucherie impérialiste dans laquelle elle est engagée depuis 14. Mais les ouvriers, loin de réaliser ses vœux, sont plus décidés que jamais à obtenir ce pour quoi ils ont fait Février et se sont organisés en Conseils : Paix et Pain ! Plus ils prennent conscience que l'Exécutif ne réalise pas la politique pour laquelle eux, ouvriers, l'ont élu.

Cette contradiction inscrite dans le double pouvoir prend une acuité toute particulière dans la ville où bat avec le plus d'intensité le pouls de la révolution : Pétrograd.

Dans cette ville qui, en plus d'être la capitale, constitue la principale concentration ouvrière du pays, l'agitation ne cesse de se développer à partir de la fin mai. La classe ouvrière se sent dupée, bernée, trahie par ceux-là même à qui elle a confié la direction de ses Conseils. Face aux privations qui s'accroissent jour après jour, face à la volonté du gouvernement de poursuivre la boucherie impérialiste, les grèves et les manifestations prennent une ampleur croissante.

C'est tout le prolétariat qui se trempe dans la lutte. Paradoxalement, son principal bataillon, les métallurgistes, paraissent plus modérés, moins enclins à la grève. C'est que l'avant-garde ouvrière commence à comprendre que la solution des problèmes ne peut venir de grèves économiques partielles, et qu'elle tend même, bien qu'encore confusément, à poser les vraies questions : qui exerce réellement le pouvoir : la bourgeoisie ou le prolétariat ?

Cette capacité à se poser une question essentielle se traduit dans la composition des Soviets. Ainsi, dans le Soviet de Pétrograd, les Bolchéviks gagnent la majorité dans la section ouvrière bien que les soldats restent encore en majorité sous l'influence des Menchéviks et des SR.

Dans la rue cette effervescence et cette prise de conscience, attisées encore par la décision du gouvernement provisoire de lancer une nouvelle offensive militaire sur le front, s'expriment de façon spectaculaire le 18 juin dans une manifestation appelée à l'origine par les Menchéviks pour montrer "la force et l'unité de la Démocratie" (c'est-à-dire, s'opposer aux Bolchéviks), mais où l'immense majorité des 400 000 participants arbore les slogans bolchéviks : "A bas l'offensive !", "A bas les dix ministres capitalistes !", "Tout le pouvoir aux Soviets !".

Les derniers jours de juin voient un bouillonnement incessant, les mitrailleurs, cette autre aile avancée de la révolution dans l'armée, avec Cronstadt, veulent agir immédiatement, les ouvriers en grève font la tournée des régiments et les invitent à sortir dans la rue et à tenir des meetings.

### LES JOURNEES DE JULLET

Le détonateur des journées des 3 et 4 juillet, fut la démission des 4 ministres cadets du gouvernement. C'était une provocation délibérée de la bourgeoisie visant à précipiter un affrontement prématuré dans le but d'opérer une saignée préventive, là où le prolétariat était le plus fort à Pétrograd, en vue d'endiguer la marée montante de la révolution, marée qu'elle savait être encore inévitablement renforcée, par la nouvelle de l'échec de l'offensive militaire, nouvelle qui parvint le 7 juillet ! C'est à dire 2 jours après les journées de juillet. Les soldats et les ouvriers ripostèrent immédiate-

ment, pour eux c'était l'occasion d'en finir enfin avec toute coalition avec la bourgeoisie. L'exécutif des soviets, fut vite entouré d'une foule d'ouvriers et de soldats le plus souvent armés, qui exigea la fin de toute coalition, la fin de l'offensive militaire, etc. Pour la première fois depuis février le prolétariat se dresse ouvertement et massivement contre l'Exécutif aux mains des "conciliateurs", et derrière cette opposition ouverte, il y a la volonté d'un réel exercice du pouvoir par les soviets. Cependant Pétrograd s'avance sans jeter un regard vers la province, et vers le front, convaincue, que, comme en février, tous allaient suivre l'impulsion donnée par la capitale. Or si partout le mécontentement montait, il n'atteignait pas, et de loin, la profondeur et l'homogénéité de celui de Pétrograd. A Moscou, les ouvriers sont moins décidés, même si ils soutiennent Pétrograd : un seul régiment répond à l'appel des ouvriers ! ... L'armée était très hésitante, beaucoup de soldats croyaient encore aux "conciliateurs", aux partisans de la prétendue révolution bourgeoise. En fait Pétrograd était isolée aux avant-postes de la révolution. Mais même dans cet avant-poste, les ouvriers étaient confrontés à une contradiction qu'ils n'arrivaient pas à surmonter. Etant arrivés à la conclusion que, seul le pouvoir des soviets, pouvait répondre à leurs aspirations, ils demandaient d'exercer le pouvoir à ceux-là même qui tendaient à déposséder les soviets de tout pouvoir réel, lorsqu'ils exigeaient que l'Exécutif aux mains des "conciliateurs", exerce réellement le pouvoir. Ils voyaient que le problème était dans le gouvernement : c'était déjà un pas en avant énorme - et les bolchéviks le comprirent comme tel - que de comprendre l'impossibilité de la coexistence du pouvoir des conseils et du pouvoir du gouvernement, mais ils ne parvenaient pas encore à pleinement saisir que celui-ci ne tirait sa force que de l'Exécutif des soviets, qui aux mains des "conciliateurs", servait les intérêts de la bourgeoisie. Ce faisant il ne pouvait encore trancher la contradiction que constituait le double pouvoir, et, se heurtant à la résistance armée de l'organe auquel ils voulaient confier le pouvoir, ils ne pouvaient qu'être désarmés, car sans perspective. C'est pour cela qu'au soir de l'immense manifestation armée du 4 juillet, les ouvriers ne pouvaient que cesser leur mouvement, et dès lors laisser le terrain libre à la répression, qui grâce à l'arrivée de troupes fraîches, extérieures à Pétrograd, put commencer dès les 5 et 6 juillet.

### PRESERVER L'AVENIR DE LA REVOLUTION

Du début à la fin des événements, le parti bolchévique, à l'opposé de la thèse du "complot bolchévique", propagée par la bourgeoisie au lendemain des journées de juillet, pour étayer son sordide et crapuleux mensonge de "Lénine, agent de l'Allemagne", ne cessa de souffler le froid et de tenter de calmer, modérer la colère des ouvriers et des soldats. A tel point qu'il se fit traiter de nombreuses fois, fin juin et début juillet, de "tiède" et même de "conciliateur", par bien sûr ces radicaux de la phrase que sont les anarchistes, mais aussi en de nombreux endroits par les soldats et les ouvriers eux-mêmes. Les bolchéviks étaient obsédés très justement par le souci du rapport de force global. Ayant en tête l'écart entre la capitale et la province, et la nécessité de la défaite de l'offensive militaire pour accélérer la cristallisation révolutionnaire sur le front, ils voulaient éviter tout affrontement décisif prématuré, et pour ce faire, ils firent tout pour empêcher que le mouvement des ouvriers et soldats ne se transforme en insurrection. C'est pour cela que Lénine, le 3, pose le problème en ces termes : "on ne peut parler en ce moment de manifestation sans désirer une nouvelle insurrection, or l'heure n'est pas venue". Sur cette base, le parti décide de publier un manifeste appelant les ouvriers à ne pas manifester dans de telles conditions ; cela à 15 heures. A 20 heures, les mitrailleurs soutenus par de nombreux ouvriers, entourent le siège des bolchéviks, en réclamant l'organisation d'une manifestation pour le pouvoir des soviets le lendemain ! Devant cette volonté ferme et massive, les bolchéviks décident de revenir sur leur décision et d'appeler à une manifestation pacifique. Cependant devant l'évidence que la bourgeoisie préparait des provocations, demander aux manifestants de laisser leurs armes au vestiaire, c'était les livrer sans défense aux balles des sbires de la bourgeoisie. Dès lors le parti se rallie à l'appel de Cronstadt à une manifestation pacifique, mais en armes. C'est pour cela que la Pravda paraît le 4 avec une page blanche, le manifeste prévu ne correspondant plus à la situation, et n'ayant pu au dernier moment être changé. C'est par un tract que le parti fit connaître son analyse et ses mots d'ordre. De tout ceci, un observateur superficiel pourrait conclure à un parti sans cesse ballotté, un jour résistant le lendemain cédant. Rien n'est plus faux. Doté d'une solide boussole donnée par la claire conscience du but à atteindre (depuis avril 17 : "Tout le pouvoir aux soviets") et par la claire vision d'où en est le rapport de force global entre les classes, les bolchéviks nous donnent une magnifique leçon de constance et de fermeté, dans un moment très difficile pour le prolétariat et son parti : celui où le rapport de force est en train de basculer sans pouvoir encore s'inverser clairement en faveur de la révolution. En fait, fondamentalement le parti n'a jamais changé de cap pendant ces journées, où on le voit lorsque Lénine le 4, salue l'immense manifestation et ses mots d'ordre, tout en disant aux ouvriers qu'ils leur faudrait de la persévérance et de la patience pour que le pouvoir des soviets, finisse par réellement triompher. Le parti, bien qu'il fut parfois ébranlé par l'ampleur de la pression ouvrière, et tenté de se laisser emporter

avec le flot, sut globalement, et dans l'ensemble de façon très homogène, y faire face. Toute sa politique peut se résumer en deux mots, du 10 juin au 4 juillet, soutien actif à l'action entreprise mais éviter que celle-ci ne débouche sur une action prématurée entraînant l'insurrection à Pétrograd. Alors qu'en juin les anarchistes exhortent les ouvriers à faire grève, Lénine conseille la patience et met en avant "la stérilité d'explosions partielles". Les bolchéviks, parce que contrairement aux anarchistes qui "voient dans chaque poussée d'en bas le dernier coup de la délivrance", réfrénaient, modéraient le mouvement parce qu'ils étaient pleinement conscients de la signification profonde de l'agitation qui culmine en juillet, ni plus ni moins que la préparation d'une nouvelle révolution, qui cette fois, verrait réellement triompher le pouvoir des soviets. Pour ce faire, ils sentaient que tout le terrain social n'avait pas été encore assez labouré par le soc de la révolution, cela était vrai pour l'armée et les paysans, mais cela l'était également pour le prolétariat, qui commençait seulement à rompre les chaînes qui le liaient aux illusions de février. En même temps jamais le parti ne reste à l'écart des combats, ne se tient en spectateur. Trotsky explique très bien la politique du parti à ce moment et la difficile situation à laquelle il était confronté. "Si le parti, s'entêtant à juger en doctrinaire le mouvement de juillet 'importun', avait tourné le dos aux masses, la demi-insurrection serait inévitablement tombée aux mains des anarchistes et des aventuriers, ces interprètes occasionnels de l'indignation des masses, et aurait épanché tout son sang dans des stériles convulsions. Mais par contre si le parti s'était placé à la tête des ouvriers de Poutilov et avait renoncé à son jugement sur la situation d'ensemble, avait glissé dans la voie des combats décisifs, l'insurrection se serait développée avec ampleur... les ouvriers et soldats s'empareraient du pouvoir, toutefois et seulement pour préparer l'effondrement de la révolution. La question du pouvoir à l'échelle nationale n'aurait pas été résolue comme en février par Pétrograd. La province n'aurait pas suivi... L'insurrection dans ces conditions aurait abouti à la tragédie d'une Commune de Pétrograd."

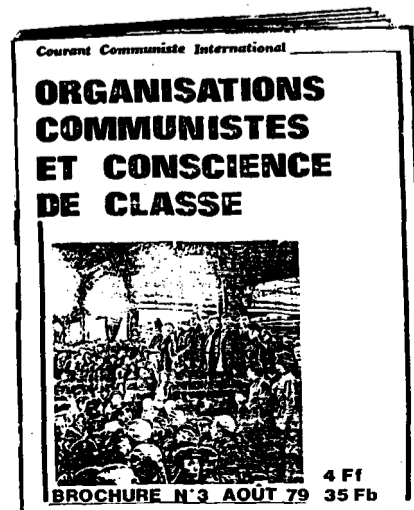
Lorsque le parti, le soir du 4 juillet, demande aux ouvriers de se disperser et ne programme pas pour le lendemain de nouvelles manifestations, chose qu'acceptent les ouvriers et les soldats, il empêche de stériles affrontements et plus encore, une défaite décisive du prolétariat. Il préserve ainsi tout simplement, l'avenir de la révolution et trace le chemin d'octobre. Pour ce faire, il avait su tirer les leçons des expériences historiques de la classe ouvrière, de juin 48 à la Commune de Paris, et les appliquer à l'analyse du rapport de force de février à juillet. Sur cette base, armé de la solide boussole des thèses d'avril, il put tout en inscrivant chaque fois sa démarche dans la perspective de la prise du pouvoir par le prolétariat, faire des propositions de marche correspondant aux besoins et aux possibilités de chacun des moments. C'est cela qui lui permet, dès juillet, de peser directement sur le cours général du mouvement, et de se préparer ainsi à jouer un rôle décisif en octobre 17.

R.N.

NOTE : les citations sont tirées de : "Histoire de la révolution russe" de Trotsky, tome 1 et 2. Oeuvres choisies de Lénine, tome 2 (Editions Sociales). "conciliateur" : nom donné aux menchéviks et socialistes révolutionnaires (S.R.) par les bolchéviks. "cadets" : parti de la bourgeoisie russe.

(1) Voir R.I. Nos 153, 155 et 156 où nous tirons les enseignements de l'insurrection de février 17 et du "ré-armement" du parti bolchévique en avril.

(2) C'est ce qui arrive encore malheureusement trop souvent au milieu prolétarien, lorsque par exemple au moment de la Pologne en 80, un groupe de celui-ci appelle les ouvriers à l'insurrection, alors même qu'enfermés dans un tragique isolement international, les prolétaires polonais sont de plus en plus prisonniers des filets du nationalisme et de la démocratie ! C'est ce qui est arrivé encore, plus récemment, à certains groupes lors de la lutte des cheminots en France lorsqu'ils ont appelé début janvier à l'extension des combats au moment même où la CGT appelait elle aussi à l'extension dans le but évident non pas d'élargir le mouvement des cheminots déjà en déclin, mais pour élargir sa défaite.



# GRANDE-BRETAGNE

(SUITE DE LA PAGE 5)

maintenir, afin de répondre aux mêmes attaques de la seule manière efficace : ensemble.

Ceci ne veut pas dire qu'il y a une voie royale pour la lutte de classe, ni en Angleterre ni ailleurs. Les récentes expériences des ouvriers des bus à Londres (conducteurs, préposés à la vente des billets sur les bus à impériale, mécaniciens) nous montrent que les difficultés à prendre en main sa propre lutte afin de l'étendre ne sont pas limitées aux cheminots de la SNCF.

## POUR ELARGIR LA LUTTE, LES OUVRIERS S'AF-FRONTENT AUX SYNDICATS ET A LEURS MANOEUVRES

Suite aux grèves massivement suivies du mois de mai, le syndicat des transports a appelé à une réunion sois-disant pour discuter de l'action que le syndicat comptait mener contre les mesures de privatisation : grâce à l'absence quasi-totale d'information parmi les ouvriers, et un changement d'heure au dernier moment, les dirigeants syndicaux ont réussi à limiter l'assistance à quelques 500 ouvriers (alors qu'ils étaient 26 000 à faire grève deux semaines auparavant). Devant l'assemblée, ils ont proposé en guise de moyens de lutte, d'amener le LRT (London Regional Transport, équivalent de la RATP) devant les tribunaux pour "privatisation illégale" ! A la sinistre comédie succédait la farce, avec des discours électoraux de la part de plusieurs dirigeants travaillistes, invités pour l'occasion. Et la réunion était terminée... Mais pas pour les ouvriers ! Un premier se lève pour appeler à la grève totale, et devant les tentatives du praesidium syndical de le faire taire, la colère gagne l'assemblée. Du coup, le syndicat se trouve bousculé, obligé de laisser la parole aux ouvriers. Un ouvrier appelle à la grève totale, et pour chercher l'appui des ouvriers du métro ; un autre rappelle au syndicat que les ouvriers des bus ont déjà voté à 90 % pour la grève et qu'il n'est pas question maintenant de tribunaux ni de soutien électoral au Parti Travailliste. Tout de suite, le problème se pose de comment organiser la grève indépendamment du syndicat qui visiblement n'en a pas l'intention. On propose de retourner aux dépôts, afin de mobiliser un soutien pour la grève ; on propose même de tenir la réunion dans la rue, afin d'attirer l'attention et le soutien d'autant d'autres ouvriers que possible.

Toutes ces interventions, surgissant de façon spontanée de la réunion, montre toute la difficulté d'imposer l'unité face au syndicat. Un ouvrier (en l'occurrence militant du CCI) prend la parole pour défendre une proposition écrite dans le sens de la nécessité de la mobilisation la plus large possible (voir encadré). Face au praesidium qui tente de l'empêcher de parler, les ou-

vriers insistent et parviennent à imposer que la proposition soit lue. Elle est saluée et applaudie par la majorité des ouvriers. Face à cette situation où la volonté de se battre et d'opposer une perspective à "l'action" syndicale commence à se concrétiser, les syndicats s'empres-sent de clore le meeting, empêchant qu'aucune décision soit prise par l'assemblée qui se disperse sans avoir su aller plus loin.

Même si cette tentative n'a pas réussi cette fois à déjouer la manœuvre syndicale, cette expérience et

celle de la grève du DISS, soulignent de façon éclatante les deux éléments essentiels de la situation de la lutte ouvrière aujourd'hui dans tous les pays : nécessité et possibilité de l'unification des luttes ; nécessité et possibilité de leur prise en main par les ouvriers eux-mêmes.

Jean.

NOTE (1) Haringey, Hackney et Camden sont tous des quartiers ouvriers de Londres.

## PROPOSITION A L'ASSEMBLEE DES OUVRIERS DES BUS

Les attaques que cherche à imposer le LRT à travers la privatisation peuvent et doivent être combattues. Personne ne peut sous-estimer la brutalité de ces attaques. Le nouveau "plan quinquennal" de LRT représente en moyenne une réduction de salaire de 35 £ par semaine et par ouvrier pour chaque métier ou catégorie, et une dégradation des conditions de travail. Cette réunion doit prendre la responsabilité de développer la lutte de la façon suivante :

1) En frappant le LRT aussi fort que possible, non pas avec des grèves inefficaces de 24 heures, mais par une grève illimitée et immédiate de tous les dépôts de bus à Londres.

2) En envoyant des délégations aux ouvriers du métro pour les appeler à nous soutenir, en se mettant en grève pour leur propre revendications, face aux propositions patronales de supprimer (au moins) 1 500 emplois dans les stations.

3) En essayant de créer un front uni ouvrier aussi large que possible, en discutant avec et en participant dans les assemblées et les manifestations des autres ouvriers en lutte (les fonctionnaires, enseignants, cheminots). La leçon des grèves des mineurs et des imprimeurs est qu'aucun secteur doit rester isolé.

NE PAS ATTENDRE - LUTTER !

ETENDRE LA LUTTE AUX OUVRIERS DU METRO ET AUX CHEMINOTS.

EMPECHER CETTE ASSEMBLEE D'ETRE UNE PARLOTE. ADOPTONS DES PROPOSITIONS CONCRETES AFIN DE COMBATTRE LES ATTAQUES.

NON AUX SUPPRESSIONS D'EMPLOIS ! NON AUX BAISSSES DE SALAIRE ! NON A LA DEGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL !

Un ouvrier des bus du dépôt de Holloway.

## Offensive US au Moyen-Orient LA SEULE PERSPECTIVE, C'EST L'INTENSIFICATION DE LA GUERRE

■ Ces dernières semaines ont été marquées par une nouvelle accentuation de l'offensive du bloc américain dans tout le Moyen-Orient.

Plusieurs faits montrent avec de plus en plus d'évidence et d'insistance que la cible principale de cette offensive est l'Iran :

- le discours de Reagan au sommet de Venise pour appeler tout le bloc à resserrer les rangs derrière les Etats-Unis à participer plus étroitement - y compris le Japon qui est son principal rival dans la guerre commerciale - à ses projets stratégiques et militaires dans la région ;

- la réaction zélée des alliés européens : la Grande-Bretagne rompt ses rapports diplomatiques avec l'Iran et la France arrête cinquante-sept personnes soupçonnées de liens avec le réseau terroriste impliqué dans les attentats de l'automne dernier... et de sympathie avec le gouvernement iranien ;

- les Etats-Unis profitent de la soi-disant "bavure" de l'Irak : un Exocet lancé "par erreur" sur un navire américain dans le Golfe Persique pour décider le renforcement direct de la présence militaire dans le Golfe. Ce renforcement est encore accentué sous prétexte de "protéger la liberté de navigation" et d'assurer la sécurité des bateaux de commerce et des pétroliers battant pa-

villon koweïtien.

A travers cette politique d'intimidation surtout militaire, se confirme que la mise au pas de l'Iran constitue bien l'objectif majeur que les Etats-Unis entendent atteindre dans la région.

Par ailleurs, cette offensive du bloc se précise aussi au Liban où l'assassinat du premier ministre pro-syrien Karamé est utilisé pour renforcer le rôle de gendarmerie de la Syrie et sa présence militaire au service du bloc.

La "Pax americana" que les Etats-Unis et leurs alliés prétendent instaurer au Moyen-Orient ne débouche que sur une aggravation des tensions et des conflits toujours plus importante. Elle ne peut offrir d'autre image que celle de l'enfoncement, de l'engluement du capitalisme livré à sa décomposition accélérée et à sa logique meurtrière.

Tous les discours de paix qu'on a pu entendre au pied du mur de Berlin ne sont que des mensonges. Sur le terrain, on voit ce que valent ces belles paroles. La perspective ne peut être que celle de nouveaux massacres. La seule réalité d'un monde capitaliste divisé en blocs rivaux, livré aux appétits impérialistes de chaque Etat, c'est un univers de désolation, de guerre, de misère et de mort.

Y.D.

## REUNIONS PUBLIQUES

LYON :

Permanences le 28 juillet et le 23 août de 18h à 19h, au café "La Brioches", 6, rue de la Barre, 2ème, métro Bellecour.

MARSEILLE :

Réunion publique le 31 juillet à 21h, au 205, rue Ste Cécile 13005.

Permanence le 15 juillet, de 19h à 20h, à "l'Arstitic Bar", 4 Cours Joseph Thierry, 13001.

Vente de la presse le 18 juillet de 11h à 12h au marché de la Plaine.

NANTES :

Permanence le 8 juillet à 20h30 au 14, rue du Château, quartier Decré (après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche au premier palier).

Diffusion au marché de la Petite Hollande, le 11 juillet et le 8 août de 10h30 à 11h30.

Réunion publique le 22 août à 17h, au Bar de l'Hotel de Ville, face à la mairie de Chantenay.

Permanence le 5 août à 20h30, même adresse que la RP

PARIS :

Permanence le 11 juillet de 17h à 19h, au 27 avenue de Choisy, métro porte de Choisy.

TOULOUSE :

Réunion publique le 24 juillet à 21h, rendez-vous devant l'entrée cafétéria du géant Casino, pont des Demoiselles  
Permanence tous les vendredis sauf celui de la réunion publique à 18h30 au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry.

Vente de la presse les 19 et 26 juillet, au marché aux légumes (place Jeanne d'Arc) et au marché aux puces (place St Sernin), de 11h à 12h30.

TOURS :

Réunion publique le 29 août, à 17h, à la Faculté des Lettres, Quai de la Loire. Rendez-vous devant la salle des Tanneurs à Tours.

Permanence le 18 juillet à 17h, même adresse. Vente de la presse le 8 juillet, de 10h à 11h, au marché de St Pierre des Corps.

## SOUSCRIPTIONS

TOURS (RP du 22 mai) :

Dewey: 50f ; Sven: 15f ; Pepé : 10f ; P.B.: 6f ; Malhers : 10f.

NANTES (RP du 24 mai)

Egan: 50f ; Masson: 50f ; Dewey: 20f ; FP:30f ; Gen:50f

NANTES (RP du 16 juin)

Dewey:20f ; Egan: 50f ; An: 100f ; JPII : 50f.

## PUBLICATIONS

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, BXL 1

1000 BRUXELLES BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE

RI, BP 581, 75027 PARIS Cedex 01 FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

## ABONNEMENTS

**REVOLUTION INTERNATIONALE**

**RI, BP 581 75027 PARIS CEDEX 01 FRANCE**

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :  
FRANCE : 90 F ETRANGER : 90 F PAR AVION : 150F  
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :  
FRANCE : 65 F ETRANGER : 65 F PAR AVION : 80 F  
ABONNEMENT COUPLE (JOURNAL + REVUE) :  
FRANCE : 150 F ETRANGER : 150 F PAR AVION : 150F  
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal à l'ordre de **R.I., CCP 202 3302 X PARIS**

ABONNEMENT DIFFUSEUR :

Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre presse autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes  
- Journal RI : abonnement à 3 : 110 F ; à 5 : 160 F.  
- Revue internationale : abonnement à 2 : 70 F ; à 3 : 100 F.

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

## BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

10 F + 3 F pour frais d'envoi

NATION OU CLASSE

10 F + 3 F pour frais d'envoi

PLATE-FORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE

10 F + 3 F pour frais d'envoi

PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.

10 F + 3 F pour frais d'envoi

ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE : 10 F + 3 F

SUR LA POLOGNE (recueil d'articles)

10 F + 3 F pour frais d'envoi

LA DECADENCE DU CAPITALISME

10 F + 3 F

L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION

20 F + 6 F pour frais d'envoi

LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE

30 F + 12 F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 9, Cité Beauharnais, 75011

Directeur de la publication : D. Van Celst

Numéro de Commission paritaire : 54267

Tirage moyen : 2000. Vente moyenne : 500

# LES OUVRIERS COMBATIFS DOIVENT SE REGROUPER POUR PREPARER LES LUTTES

Nous publions ci-dessous des extraits d'une lettre d'un lecteur, qui constitue un encouragement à l'activité des révolutionnaires. Notre réponse s'attache à donner à ce camarade quelques éléments de réflexion, afin de lui permettre de participer activement au combat de la classe ouvrière.

Camarades,

Vous trouverez ci-joint un chèque pour le renouvellement de l'abonnement RI + Revue Internationale pour un an. Je ne connais pas la date exacte du renouvellement et je ne veux pas rater un numéro qui sont, au demeurant, assez rares comme ça.

Vous trouverez aussi 200 F de soutien avec l'espoir que cette presse se développe, puisse agrandir les articles, multiplier les éditions, etc.

Bien que n'étant pas dans un milieu au travail des plus exploités (infirmier en psy.), beaucoup de gens, de collègues, "attendent" la "grande grève".

Nous sommes dans un "domaine" où la grève pour porter doit vite se généraliser et prendre des formes "radicales" (si l'on peut dire) en bloquant les prix de journées, sans lesquelles toute mobilisation pourrait en quelques jours.

Les syndicats le savent et nous ne comptons plus les journées "officielles" de grève qui se résument à payer le car syndical et manger un sandwich derrière Krasucki. Beaucoup de facteurs de ce genre contribuent au découragement mais combien de gens ai-je entendu exprimer leur enthousiasme à voir la grève SNCF par exemple pour dire "j'aimerais que ça pète un bon coup...!"

C'est pour ça que vous avez tout à fait raison, dans votre analyse sur la montée des luttes. Idem pour les mises en garde contre le syndicalisme de base qui se voit souvent comme résultat de la méfiance des syndicats officiels et qui finit aussi dans le corporatisme et la négociation "table ronde" patrons-délégués avec la bénédiction de l'Etat.

(...)

Fraternellement, A.

## NOTRE REPONSE

C'est avec un grand plaisir que nous avons lu ta lettre. D'abord nous voulons te remercier de ta contribution financière. Malheureusement, les contingences matérielles pèsent très lourdement dans la société capitaliste et l'activité des révolutionnaires n'échappe pas à cette réalité. Toute aide, toute contribution de nos lecteurs est la bienvenue car elle permet, dans le sens où tu le souhaites, de développer plus largement nos activités. Mais ce n'est évidemment pas seulement sur ce plan pécuniaire que ta lettre a suscité notre intérêt. Tout écho de nos lecteurs est le bienvenu car il nous permet de mieux orienter notre presse, de mieux l'adapter à sa fonction. Tout écho de nos lecteurs et sympathisants est un encouragement à notre activité. En ce sens, nous ne pouvons que t'encourager aussi à continuer à nous faire part de tes réflexions et de tes critiques. Il faut briser l'isolement, développer la discussion, permettre la clarification, ta lettre est un pas dans ce sens qu'il faut continuer.

Nous sommes bien entendu d'accord avec le contenu général très clair de ta lettre qui confirme nos analyses quant à la méfiance très forte qui existe au sein de la classe ouvrière par rapport aux syndicats et quant à l'écho rencontré par la grève des ouvriers de la SNCF.

Tu dis de ton secteur de travail, la psychiatrie, qu'il n'est pas "des plus exploités". C'est certainement vrai car il y a toujours pire, cependant, à l'instar de l'ensemble de la fonction publique (1), c'est un secteur qui

aujourd'hui subit de plein fouet les attaques de la classe dominante. L'Etat veut montrer l'exemple à l'ensemble des patrons français. Les attaques contre le niveau de vie et les conditions de travail se sont succédées à une cadence accélérée : stagnation des salaires, réduction des effectifs, renforcement du contrôle hiérarchique, dégradation des conditions de travail, qui se traduit tant sur le plan de la dégradation des soins offerts aux malades que des conditions de travail des infirmiers. Dans ce sens, la situation qui est faite aux infirmiers en psychiatrie n'est pas fondamentalement différente de la dégradation générale des conditions de vie de l'ensemble de la classe ouvrière. Le même mécontentement qui s'est exprimé dans l'explosion de la grève des cheminots (2) est en train de croître dans l'ensemble de la fonction publique, située aujourd'hui en première ligne face aux attaques de la bourgeoisie et le plus dur de cette attaque est à venir, avec l'ensemble des mesures annoncées par le gouvernement, notamment concernant la sécurité sociale.

Dans ces conditions, le mécontentement croissant, la multiplication des actions bidons des syndicats, loin de décourager les ouvriers, comme tu le dis, participent au contraire à leur discrédit, à accroître la méfiance des ouvriers, à pousser à la réflexion sur comment lutter. C'est pour cela que la grève de la SNCF a suscité l'enthousiasme des travailleurs les plus combattifs et réveillé l'espoir chez ceux qui doutaient de la grève comme moyen de lutte approprié pour défendre leurs intérêts de classe. En organisant leur lutte en dehors du contrôle syndical, en imposant des assemblées générales, en éliminant des délégués et en tentant de mettre en place des coordinations, les cheminots ont montré comment lutter et s'organiser sans les syndicats. Ils ont montré que le rejet des syndicats ne signifiait pas le rejet de la lutte, bien au contraire; c'est cette méfiance des syndicats qui a permis à la grève des cheminots de s'étendre rapidement à tout le réseau ferroviaire.

L'échec final de la grève des cheminots montre deux choses :

- que les syndicats ont plusieurs cordes à leur arc et qu'il ne faut absolument pas sous-estimer leur capacité d'adaptation pour saboter la lutte de classe, notamment au travers du syndicalisme de base (3) beaucoup plus adapté pour coller aux préoccupations des ouvriers, en radicalisant son langage pour rester crédible et mieux jouer son rôle de saboteur. C'est ce qui a été fait à la SNCF pour renforcer les réflexes corporatistes des cheminots et maintenir la grève dans l'isolement ;

- il n'est pas possible d'imposer un rapport de force face à la bourgeoisie organisée derrière son Etat, c'est-à-dire ses partis politiques, ses syndicats, sa police, ses media contrôlés en luttant dans l'isolement sectoriel. Comme tu le dis : "la grève pour porter vite se généraliser". En se mettant en grève, les conducteurs de train peuvent paralyser l'ensemble du réseau ferroviaire, renforçant ainsi l'illusion qu'ils peuvent gagner seuls la bataille ; une telle illusion par contre n'a pas du tout de sens dans beaucoup d'autres secteurs tout autant soumis aux attaques et programmes d'austérité car ils ne peuvent occasionner une réelle paralysie de l'économie. Cela est particulièrement vrai des hôpitaux psychiatriques où tu travailles qui sont déjà des lieux d'enfermement des laissés-pour-compte de la barbarie capitaliste. Cela pose d'autant plus clairement la nécessité de développer la lutte en dehors du cadre corporatiste, de l'étendre aux autres secteurs, d'unifier les luttes par delà toutes les divisions sciemment entretenues par les syndicats. C'est cette perspective qui est contenue dans les développements futurs de la lutte de classe, cela non seulement en France, mais sur le plan international.

L'échec de la grève à la SNCF a été ressenti par l'ensemble de la classe et la relative accalmie de ces derniers mois est le corollaire du niveau élevé et significatif de la lutte des cheminots. La classe doit digérer son échec. Mais devant les attaques répétées

cette situation immédiate de calme relatif de la lutte de classe en France, est tout à fait provisoire. La maturation de la conscience de la classe ouvrière (notamment sur le plan de la méfiance par rapport aux syndicats et de la nécessité de la lutte) qui a déterminé le surgissement de la grève des cheminots est toujours à l'oeuvre et se renforce chaque jour sous l'aiguillon des mesures d'austérité imposées de plus en plus durement. Les potentialités de la situation se développent et ce n'est pas le découragement qui s'impose au sein du prolétariat mais au contraire une volonté de réagir et une réflexion sur les buts et les moyens de la lutte. Cette maturation de la conscience de classe tend de plus en plus à se concrétiser dans une dynamique vers une mobilisation du prolétariat. C'est ce processus qui est en cours aujourd'hui et qui annonce les futures explosions de la lutte de classe à une échelle toujours plus large. C'est ce processus qu'il faut encourager, renforcer, au sein duquel il faut participer, intervenir.

Le surgissement de comités de lutte (4) regroupant des ouvriers combattifs animés par une même volonté de lutte et une méfiance aiguë des syndicats s'inscrit dans la dynamique de mobilisation de la classe. Ces comités manifestent la tendance des ouvriers à briser l'isolement et à se regrouper pour impulser la lutte. La grève n'est pas la seule forme de la lutte ouvrière, la lutte ne commence pas avec elle, elle ne finit pas avec elle, il n'y eut quasiment pas de grèves dans la dynamique révolutionnaire de 1917 en Russie. Le développement de ces comités est non seulement significatif du niveau de la lutte de classe mais est aussi nécessaire à son renforcement. C'est pour cela que nous t'encourageons le plus vivement à ne pas rester isolé et pour cela, non seulement à développer tes relations politiques avec nous, mais aussi, en tant qu'ouvrier, à participer à la formation de comités de lutte, à contacter ceux déjà existants, à les soutenir face aux difficultés qu'ils rencontrent pour maintenir et renforcer leur existence. Briser l'isolement, se regrouper pour tirer les leçons des luttes passées, se mobiliser pour impulser les luttes futures, telle est la dynamique dans laquelle s'inscrivent les comités de lutte et c'est au renforcement de cette dynamique que nous devons tous oeuvrer.

Pour RI, JJ

## NOTES :

- (1) Voir article dans ce numéro
- (2) Voir articles dans RI Nos 153, 154.
- (3) Voir article dans RI n° 153.
- (4) Voir article dans RI n° 154.

## LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE

SOMMAIRE DE LA REVUE INTERNATIONALE  
N° 50 -3e trimestre 87- (à paraître)

- . Lutte de classe internationale : le besoin d'unification et la confrontation au syndicalisme de base
- . Où en est la crise économique ? Crise et lutte de classe dans les pays de l'Est
- . Correspondance internationale : Le développement de la vie politique et des luttes ouvrières au Mexique
- . Polémique : Comprendre la décadence du capitalisme, 3e partie - La continuité des organisations politiques du prolétariat - la nature de classe de la social-démocratie
- . Polémique : Réponse à "Battaglia Comunista" - Sur le cours historique
- . La Gauche hollandaise de 1914 aux débuts des années 1920, 3e partie - L'année 1918 : Entre la révolution et l'opportunisme

## Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

### NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

### NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.